

Ville de **Saint-Avé**

REGLEMENT INTERIEUR MULTI-ACCUEIL « L’ILOT CALIN »

Service petite enfance, enfance et jeunesse

Préambule

Le Multi-accueil « L'îlot câlin » est un Etablissement d'Accueil de Jeunes Enfants géré par le CCAS de Saint-Avé. Il propose un accueil collectif, régulier ou occasionnel, pour des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans.

Sa capacité d'accueil est de 45 places réparties en deux espaces de 22 et 23 enfants. Chaque espace accueille des enfants de deux mois et demi jusqu'à la scolarisation.

L'aménagement des espaces est organisé en fonction des besoins de chaque âge.

Le présent règlement, approuvé au conseil d'administration du CCAS du 30 avril 2019, précise les modalités d'organisation et de fonctionnement de la structure.

SOMMAIRE

PARTIE I : LE PERSONNEL	P. 4
--------------------------------	-------------

- | | |
|-----------------|------|
| 1. LA DIRECTION | P. 4 |
| 2. L'EQUIPE | P. 4 |

PARTIE II : LES MODALITES D'INSCRIPTION	P. 4
--	-------------

- | | |
|---|------|
| 1. LE PREMIER CONTACT | P. 4 |
| 2. L'ACCUEIL REGULIER | P. 4 |
| 3. L'ACCUEIL OCCASIONNEL | P. 6 |
| 4. L'ACCUEIL DE L'ENFANT EN SITUATION DE HANDICAP | P. 6 |
| 5. L'ACCUEIL D'URGENCE | P. 6 |
| 6. L'ACCUEIL TEMPORAIRE | P. 7 |

PARTIE III : LA VIE QUOTIDIENNE A L'ILOT CALIN	P. 7
---	-------------

- | | |
|--------------------|------|
| 1. HORAIRE | P. 7 |
| 2. VIE QUOTIDIENNE | P. 7 |

PARTIE IV : LA SURVEILLANCE MEDICALE DES ENFANTS	P. 9
---	-------------

PARTIE V : L'ACCUEIL DES STAGIAIRES	P. 10
--	--------------

PARTIE VI : LES CONTRATS – LA TARIFICATION	P. 10
---	--------------

- | | |
|---------------------------|-------|
| 1. LES CONTRATS D'ACCUEIL | P. 10 |
| 2. LA TARIFICATION | P. 11 |

PARTIE VII : LA PARTICIPATION DES PARENTS	P. 13
--	--------------

ANNEXE 1 : ACCEPTATION DU REGLEMENT INTERIEUR	P. 14
--	--------------

PARTIE I : LE PERSONNEL

1. LA DIRECTION

Les responsabilités sont partagées :

- la responsabilité administrative et financière est fixée sous l'autorité de la Présidente du CCAS.
- la responsabilité fonctionnelle de la structure est assurée par la directrice, infirmière puéricultrice diplômée d'Etat.

La directrice du multi-accueil est chargée du bon fonctionnement de l'établissement. De manière générale, elle :

- est garante du projet éducatif et social de l'établissement
- est responsable du personnel, de la sécurité des biens et des personnes
- veille à l'application des textes législatifs ou réglementaires en vigueur
- anime et coordonne l'équipe
- accueille et accompagne les familles.

La directrice travaille en collaboration avec une équipe pluridisciplinaire dans le but d'apporter à l'enfant : bien-être, sécurité, apprentissage de l'autonomie, tout en respectant son rythme. Elle est secondée par une adjointe, éducatrice de jeunes enfants qui, en cas d'absence de la directrice, assure la continuité des fonctions de direction.

2. L'EQUIPE

En plus de la directrice, l'équipe du multi-accueil est composée de :

- 2 éducatrices de jeunes enfants,
- 9 auxiliaires de puériculture,
- 4 agents C.A.P. petite enfance,
- 2 agents sociaux assurant l'entretien,
- 1 agent assurant la préparation des repas.

PARTIE II : LES MODALITES D'INSCRIPTION

1. LE PREMIER CONTACT

La responsable du Relais Assistantes Maternelles (R.A.M.) accueille en premier lieu les familles et les informe des différentes possibilités de garde de leur enfant sur la commune.

2. L'ACCUEIL REGULIER

Il se définit comme l'accueil de l'enfant âgé de 2 mois et demi à 4 ans fréquentant le multi-accueil à un rythme régulier avec un planning défini et un contrat d'accueil. L'accueil peut être à temps plein ou à temps partiel et doit être au plus près des besoins des familles.

Pour ce type d'accueil, 2 places sont réservées prioritairement aux enfants non scolarisés dont les parents bénéficient de minima sociaux.

Le multi-accueil privilégie l'accueil jusqu'à 3 ans et examine au cas par cas les demandes d'accueil jusqu'à 4 ans.

Pré-inscription

La pré-inscription s'effectue lors du premier contact avec le relais assistantes maternelles.

La demande précise des familles est enregistrée et l'enfant est alors inscrit sur liste d'attente pour le multi-accueil.

Les parents doivent ensuite confirmer (par téléphone, visite ou email) l'inscription tous les mois auprès de la directrice du multi-accueil ; au bout de trois non-confirmations de la part des parents, la demande est annulée.

Les décisions d'attribution des places sont prises par une commission composée de l' élu en charge de la petite enfance, du directeur du service petite enfance et de la directrice du multi-accueil. Elle se réunit chaque année en mai et en octobre.

Conditions d'admission

L'accès au multi-accueil est ouvert aux enfants avéens, avec une priorité pour ceux ayant déjà des frères ou sœurs présents dans la structure.

Deux places sont également réservées en priorité aux enfants non scolarisés dont les parents bénéficient des minima sociaux.

L'admission prendra en compte l'ancienneté de la date d'inscription, les places disponibles selon l'âge de l'enfant et la date souhaitée d'arrivée.

Une visite médicale d'admission sera effectuée par le médecin de la structure pour les enfants présents au minimum 20 heures par semaine.










Les enfants sont soumis aux vaccinations prévues par les textes en vigueur. Un enfant dont les vaccinations ne seraient pas effectuées ou pas à jour ne pourra pas être accepté au sein du multi-accueil.

Inscription définitive

La directrice du multi-accueil informe les parents, par courrier, de l'acceptation de l'enfant ou non dans la structure. L'admission est définitive à réception du coupon de confirmation.

Un rendez-vous avec la directrice est indispensable pour organiser au mieux l'accueil de l'enfant, constituer le dossier administratif et signer le contrat d'accueil.

Pièces à fournir :

-  photocopie du livret de famille,
-  un justificatif de domicile de moins de 3 mois,
-  le carnet de santé de l'enfant (vaccinations),
-  le numéro allocataire C.A.F. – M.S.A. (pour les parents ne dépendant pas de la CAF : l'avis d'imposition de l'année N-2)
-  une attestation d'assurance responsabilité civile au nom de l'enfant,
-  en cas de séparation, une attestation d'autorité parentale fournie par le Tribunal,
-  en cas de divorce : une photocopie du jugement,
-  un certificat médical d'aptitude à la collectivité en structure petite enfance pour les enfants présents moins de 20h/semaine et pour tout accueil occasionnel,
-  la fiche d'inscription remplie par les parents

Départ définitif

Pour l'accueil régulier, **un courrier** est demandé aux parents pour signifier la fin ou la modification du contrat. A réception, un préavis de trois mois sera appliqué. Si ces dispositions ne sont pas respectées, les douze semaines seront facturées.

Dans le cas d'un accueil régulier pour les parents ayant quitté Saint-Avé, la présence de leur enfant est limitée à trois mois après le départ de la commune.

3. L'ACCUEIL OCCASSIONNEL

Est considéré en accueil occasionnel tout enfant dont la fréquentation de la structure ne se renouvelle pas à un rythme prévisible. Dans ce cadre, il est possible d'accueillir des enfants extérieurs à Saint-Avé n'ayant pas de structure petite enfance sur leur commune de résidence.

Fonctionnement


Les enfants peuvent être accueillis de 8h30 à 17h30. Il n'y a pas d'arrivée ou de départ possible entre 12h30 et 13h30.

Pour ce type d'accueil, aucun contrat n'est établi avec la famille.

La possibilité d'accueil est fonction des places disponibles.

Modalités d'accueil


Deux possibilités d'accueil :

 **sur réservation**, au maximum une semaine à l'avance, à l'heure, en demi-journée ou en journée.

Deux réservations sont possibles par semaine pour les familles avéennes, dont une seule avec repas. La réservation pour le repas doit se faire au plus tard la veille à 18h30.

Les familles résidant sur une autre commune ont la possibilité de faire une réservation par semaine, avec ou sans repas.

Toute réservation sera facturée, sauf si elle est annulée la veille avant 18h00.

 **en spontané** : l'accueil se fait alors en fonction des disponibilités.

Modalités d'inscription

Pour toute inscription, les parents doivent prendre rendez-vous avec la directrice, pour la constitution du dossier administratif (cf. pièces à fournir).

Les vaccinations de l'enfant doivent également être à jour.

4. L'ACCUEIL DE L'ENFANT EN SITUATION DE HANDICAP

Le handicap n'est pas un obstacle à l'accueil d'un enfant. Les possibilités d'accueil sont étudiées et préparées avec l'enfant et sa famille, l'équipe, le médecin de la structure et les services spécialisés qui prennent en charge l'enfant.

5. L'ACCUEIL D'URGENCE

Deux places permettent d'accueillir un enfant dans l'urgence, qu'il soit ou pas connu de la structure : lorsque l'assistante maternelle est en arrêt maladie ou le parent malade, en cas de situation exceptionnelle, etc...

Il est souhaitable que la durée d'accueil n'excède pas 48h.

Les parents doivent compléter le dossier d'inscription et signer les autorisations médicales au préalable.

Les vaccinations de l'enfant doivent être à jour.

Les enfants peuvent être accueillis selon les mêmes horaires que les accueils réguliers.

6. L'ACCUEIL TEMPORAIRE

L'accueil temporaire peut se définir comme une période de transition pour l'accueil de l'enfant dans différentes situations : travail temporaire d'un parent, formation, arrêt de travail de l'assistante maternelle...

Un enfant peut être accueilli dans ce cadre, en fonction des places disponibles, sans que l'accueil ne puisse excéder une période de deux mois.

Les enfants peuvent être accueillis selon les mêmes horaires que les accueils réguliers.

Dans ce cas, un contrat d'accueil temporaire est signé.

PARTIE III : LA VIE QUOTIDIENNE A « L'ILOT CALIN »

1. HORAIRES

La structure est ouverte du lundi au vendredi de :

- ▮ 7 H00 à 19H00 pour l'accueil régulier,
- ▮ 8 H30 à 17H30 pour l'accueil occasionnel.

Il n'y a pas d'accueil ou de départ entre 12 H 30 et 13 H 30.

Il est demandé aux parents de se conformer strictement aux horaires d'ouverture et de fermeture. Il est impératif que les parents arrivent **15 minutes avant la fermeture** afin de prendre du temps pour les transmissions de la journée.

▮ Service minimum

Le multi-accueil assure un service minimum d'ouverture durant trois semaines pendant la période estivale et une semaine aux vacances de Noël.

Durant cette période, la structure accueille 15 enfants maximum, dont les parents travaillent.

Les horaires d'ouverture sont alors : **8 H – 18 H**

▮ Journée pédagogique

Chaque année, la structure est fermée une journée, afin de mener des travaux de réflexion nécessaires au maintien de la cohérence des interventions et à la qualité de l'accueil.

La date est communiquée suffisamment tôt pour permettre aux parents de s'organiser.

2. VIE QUOTIDIENNE




Adaptation

Pour que l'accueil de l'enfant se passe au mieux, son intégration doit se faire progressivement, quel que soit les modalités d'accueil choisies.

Pour cela, les parents sont invités à passer un moment avec lui et à s'en séparer progressivement pour que l'enfant se familiarise à son nouvel environnement.

Ce moment aide à la séparation et favorise un temps d'échange entre le personnel et les parents.

Cette période d'adaptation est obligatoire : elle est organisée lors de l'inscription et se décline selon trois temps minimum :

-  1^{ère} demi- heure en présence du(des) parent(s)
-  2^{ème} demi-heure : un quart d'heure avec le parent puis l'enfant est seul un quart d'heure en présence d'une professionnelle référente.
-  3^{ème} demi-heure puis une heure, où l'enfant est accueilli par la professionnelle référente en l'absence des parents.

La durée de cette période est variable selon les besoins et réactions de chaque enfant.

Les repas

Le lait 1^{er} et 2^{ème} âge sera fourni par les parents, sans faire l'objet de réduction financière. La boîte devra être impérativement apportée non entamée, avec le nom de l'enfant clairement indiqué dessus.

Lorsque le parent apporte le lait de l'enfant pour la journée : sur la boîte-dosette, le parent doit noter le nom-prénom de l'enfant, la date, le nom du lait et le nombre de mesures de lait mises.

Les repas sont confectionnés sur place par une personne qualifiée, intégrant des produits biologiques et locaux. Les menus sont établis pour la semaine par la directrice et la cuisinière. Ils sont affichés dans l'espace accueil des parents.

Aucun aliment non fourni par la structure ne peut être accepté.

Un protocole spécifique sera établi avec le médecin de l'établissement pour les enfants soumis à une alimentation spécifique pour raisons médicales.

Tout régime particulier ou modifications devront être signalés à la directrice sans délai.

Les soins d'hygiène

La structure fournit les couches et leur coût est compris dans le montant de la participation familiale.

Les parents ont la possibilité de fournir leurs propres couches s'ils le souhaitent, sans faire l'objet de réduction financière.

De même, les produits d'hygiène (crème pour le siège, si besoin) sont fournis par la structure et leur coût est inclus dans le montant de la participation familiale. Si les parents le désirent, ils peuvent apporter leur propre crème (sans déduction financière).

Le sérum physiologique pour les soins de nez, si besoin, est à fournir par les parents. Il en est de même pour la crème solaire.

Conditions d'accueil

Les enfants arrivent au multi-accueil, toilette faite, habillés, couche propre et le premier repas de la journée pris.

Un casier individuel est à la disposition des parents afin de ranger les effets personnels de leur enfant. Tous les vêtements et chaussures devront être marqués au nom et prénom de celui-ci.

Il est également demandé aux parents d'apporter des chaussons marqués au nom de l'enfant et une tenue de rechange. Pour des raisons de sécurité, l'enfant est nu-pieds ou en chaussons.

De même, pour des raisons de sécurité, **le port de bijoux est interdit** (chaînes, gourmettes, boucles d'oreilles, pinces et barrettes à cheveux).

Les jeux venant de l'extérieur ne sont pas autorisés au sein de la structure.

Si l'enfant a un « doudou » ou une « tétine », il est demandé d'y inscrire le nom et prénom de l'enfant.

Les activités

Des activités sont proposées aux enfants en fonction de leur âge et de leurs envies. L'équipe propose des animations par petits groupes : psychomotricité, peinture, transvasement, musique, collage, etc.

Les enfants peuvent évoluer au sein de la structure en fonction de leurs désirs : coin dînette, construction, coin éveil bébé, lecture, etc.

Des activités extérieures sont également proposées aux enfants : poney, échange avec le foyer logement, médiathèque, promenades dans le bois de Kérozer. Elles ont lieu par petits groupes, en fonction des faisabilités.

Conditions de départ

Chaque fois que l'enfant est confié au multi-accueil, il est demandé aux parents de préciser l'heure de départ et le nom de la personne qui viendra chercher l'enfant.

Les parents sont invités à venir chercher leur enfant dans l'espace de vie, à condition qu'il n'y ait pas plus de deux adultes et peu de parents déjà présents. Les frères et sœurs sont les bienvenus dès lors qu'ils respectent les autres enfants, les espaces et les jeux.

Les enfants sont remis aux familles ou à une personne désignée par les parents **sur autorisation écrite** et sur présentation d'une pièce d'identité (même s'il s'agit d'un des parents dès lors que celui-ci est inconnu du personnel).

La personne qui vient chercher l'enfant doit être **majeure** et en pleine possession de ses capacités.





Si un enfant est toujours présent au multi-accueil après l'heure de fermeture, la directrice contactera la famille ou préviendra les personnes autorisées par les parents pour qu'ils viennent le chercher. Deux personnes du multi-accueil resteront obligatoirement avec l'enfant.

Le cas échéant, celui-ci sera confié à la police municipale ou la gendarmerie.

PARTIE IV : LA SURVEILLANCE MEDICALE DES ENFANTS

Le médecin de la structure

La structure travaille avec un médecin vacataire, dont les missions principales sont :

-  veiller à la santé, la sécurité, au bien-être et au développement des enfants,
-  suivre la mise en place et l'application des mesures d'hygiène,
-  participer à l'information du personnel et des parents,
-  assurer les visites d'admission des enfants.

Le médecin peut consulter votre enfant à votre demande mais il n'est pas autorisé à établir des prescriptions médicales.

Maladie



A l'arrivée de l'enfant, s'il présente des symptômes anormaux (toux, fièvre...), la directrice dispose d'un pouvoir d'appréciation concernant son accueil.

Les parents devront préciser l'heure et la nature des traitements déjà donnés, et, le cas échéant, la température en cas de fièvre.

Un enfant présentant une fièvre à 39,5 degrés ou plus ne sera pas accepté dans la structure.










Si l'enfant a de la fièvre dans la journée, un antipyrétique lui sera administré selon les protocoles écrits et autorisation parentale. Les parents seront contactés pour qu'ils viennent chercher leur enfant ou qu'ils prennent rendez-vous avec leur médecin.

En cas de maladie contagieuse survenant à la crèche, le médecin de la structure décide des mesures à prendre (arrêté ministériel du 05/11/75, article 16) :

-  soit le maintien en collectivité sous certaines conditions,
-  soit l'éviction temporaire. Dans ce cas, le retour de l'enfant dans la structure doit être autorisé par le médecin de la structure.

Les évictions

Pour certaines maladies, l'éviction est obligatoire :

-  la conjonctivite bactérienne : 48h
-  les oreillons
-  la scarlatine : 48h minimum
-  la tuberculose
-  la rougeole
-  la coqueluche
-  l'hépatite A
-  l'impétigo
-  les infections à méningocoque

Les médicaments

Ils sont administrés sous la responsabilité de la directrice. Le double de l'ordonnance doit être fourni pour toute la durée du traitement et le nom des génériques doit être précisé s'il y a lieu.

Aucun médicament ne sera donné sans ordonnance.

En cas d'accident, la directrice prévient les parents avant toute intervention (sauf en cas de force majeure). En cas d'urgence, les parents autorisent la directrice à prendre les dispositions pour que les soins médicaux et chirurgicaux puissent être donnés à l'enfant.

PARTIE V : L'ACCUEIL DES STAGIAIRES

La structure accueille des stagiaires de différentes écoles : ils sont sous la responsabilité de la directrice du multi-accueil.

PARTIE VI : LES CONTRATS – LA TARIFICATION

1. LES CONTRATS D'ACCUEIL

Un contrat est établi avec chaque famille en fonction de ses besoins.

Il précise :

- le nombre de jours de présence de l'enfant par semaine
- l'amplitude journalière de l'accueil
- la durée du contrat
- le nombre de semaines à déduire au titre des congés des parents
- le tarif appliqué

Une mensualisation est alors notifiée afin de facturer aux familles une somme équivalente chaque mois pour qu'il y ait sur l'année, ou la période de fréquentation, un lissage de la charge financière.

Si des demi-heures sont réalisées au-delà du contrat prévu, elles sont facturées en plus aux familles.

Une régularisation sera faite en fin de contrat ou lors de la rupture anticipée de celui-ci :

- une comparaison entre les heures d'accueil contractualisées et celles réellement effectuées sera opérée, sans mettre en cause les conditions définies à la signature du contrat (lorsque les absences sont supérieures à ce qui était prévu)
- si le temps d'accueil est supérieur à celui envisagé, il sera effectué une régularisation.

Les dates « d'absence » de l'enfant doivent être communiquées à la directrice soit par écrit, soit par email **un mois** à l'avance. Si le délai est dépassé, elles ne seront pas prises en compte dans le quota des absences déduites et seront facturées en supplément. Si les heures d'absences ne sont pas soldées en fin de contrat, elles seront alors facturées.

Toutes absences au-delà de celles notifiées dans le contrat ne pourront être déduites (par exemple 10 semaines d'absence réelles, 9 déduites lors de la signature du contrat, seules 9 semaines seront prises en compte selon les conditions ci-dessus).

Au-delà des absences précitées, les déductions possibles sont les suivantes :

- L'hospitalisation de l'enfant avec présentation d'un certificat d'hospitalisation,
- L'éviction par le médecin de la structure,
- La fermeture exceptionnelle de la structure,
- La maladie de l'enfant, au-delà du premier jour d'absence, sur présentation d'un certificat médical uniquement.

Toute interruption de contrat entraîne l'annulation de celui-ci : la place est alors considérée vacante et attribuée à un enfant en attente.

Pour un retour de l'enfant au multi-accueil, la procédure d'inscription doit être refaite avec réinscription en liste d'attente.

Pour les parents ayant un planning de travail variable, le contrat se fait sur un nombre d'heures de présence par semaine. Le planning doit être remis au moins un mois à l'avance.

Le renouvellement du contrat ne se fait pas par tacite reconduction.

Trois mois avant l'expiration du contrat, les parents doivent prendre leurs dispositions pour établir un nouveau contrat ou le résilier. Ils doivent signifier par courrier le départ ou la modification du contrat.

Dans les 15 jours qui précèdent le début de ce préavis, un courrier est adressé aux familles afin de leur demander de se positionner sur l'accueil de leur enfant. A défaut de démarche de leur part, l'enfant sera radié de l'effectif au dernier jour du contrat en cours.

2. LA TARIFICATION

La période d'adaptation

Différents temps sont prévus avec les parents afin que l'enfant et la famille se familiarisent progressivement avec la structure.

La première demi-heure de rencontre est gratuite.






L'accueil « régulier »

La participation financière pour frais de garde est calculée suivant le barème de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales en vigueur, dans le respect du plafond fixé annuellement. Elle couvre la prise en charge de l'enfant pendant le temps de présence réservé dans la structure, en y incluant les repas principaux et les frais d'hygiène.

La Caisse d'Allocations Familiales du Morbihan et la Mutualité Sociale Agricole du Morbihan participent au financement de la structure, par le biais de la prestation de service unique, permettant ainsi de réduire la participation des familles.

Le tarif horaire se calcule en pourcentage du revenu annuel moyen de la famille, appelé taux d'effort : il est dégressif en fonction du nombre d'enfants à charge (au sens des prestations familiales). Il n'existe donc pas de tarif particulier lorsque plusieurs enfants de la même famille sont accueillis en même temps.

Mode de calcul du tarif horaire :

-  1 enfant : 0,06% x (revenus annuels : 12)
-  2 enfants : 0,05% x (revenus annuels : 12)
-  3 enfants : 0,04% x (revenus annuels : 12)
-  4 enfants à 7 enfants : 0,03% x (revenus annuels : 12)
-  8 enfants ou + : 0,02% x (revenus annuels : 12)

Exemple :

Une famille avec deux enfants, dont le revenu annuel est de 20 000€ paiera le tarif horaire suivant :

$$0,05\% \times (20\,000\text{€} : 12) = 0,83\text{€/heure}$$

Le tarif horaire est fixé individuellement, sur la base de l'avis d'imposition de l'année N-2 ou des données informatisées de la CAF, sous réserve de l'accord des familles.

Les revenus pris en compte pour le calcul du revenu moyen sont : tous les revenus imposables de la famille (y compris pensions alimentaires reçues, pensions, retraites, revenus fonciers...) avant abattement des 10% ou déduction des frais réels, ainsi que les revenus complémentaires.

Les pensions alimentaires versées sont déduites.

Les prestations familiales ne sont pas prises en compte.

En l'absence de ressources, le taux d'effort s'applique sur un forfait minimal (ressources plancher), qui correspond, dans le cadre du RSA, au montant forfaitaire garanti à une personne isolée avec un enfant, déduction faite du forfait logement.

La participation financière est adaptée dès lors qu'un des enfants à charge de la famille est bénéficiaire de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) : le tarif au taux d'effort inférieur sera alors appliqué à la famille. Elle doit donc le préciser dans le dossier d'inscription.

Les familles doivent prévenir la direction du multi-accueil de tout changement de situation (chômage, séparation, décès, naissance...) pour révision du tarif appliqué (prise en compte au mois suivant l'événement, sauf en cas de décès, prise en compte immédiate).

La facturation mensuelle porte sur le nombre d'heures indiquées sur le contrat, et non sur les heures de présence effective (sauf si dépassement horaire).

En cas de non communication des ressources par la famille, le tarif est calculé en fonction du plafond fixé annuellement par la CAF. Il en est de même si les ressources des familles dépassent ce plafond.

Accueil occasionnel



Le mode de calcul du tarif horaire est identique à l'accueil régulier.

La facturation est mensuelle : elle porte sur le nombre d'heures réservées.

L'annulation d'une réservation le jour même sera facturée selon les horaires prévus.

Accueil d'urgence



Pour les enfants accueillis en urgence et dont les ressources familiales ne sont pas connues :

-  un tarif minimum est appliqué pour les urgences sociales (tarif plancher retenu par la CAF)
-  le tarif plafond est appliqué pour toute autre urgence.

Dispositions communes

-  **Les heures de départ et d'arrivée des enfants sont enregistrées par l'adulte accompagnant l'enfant grâce aux tablettes numériques situées à l'entrée de chaque espace d'accueil.**

Cet enregistrement est obligatoire et s'opère ainsi :

-  pour l'arrivée : à l'entrée dans l'espace
-  pour la sortie : au moment où l'accompagnant quitte l'espace avec l'enfant (et non à l'arrivée de l'accompagnant dans l'espace).

Afin de se prémunir d'éventuelles défaillances du dispositif informatique, l'équipe de la structure assure parallèlement un enregistrement papier.

Chaque demi-heure commencée est comptabilisée.

Le tarif est recalculé chaque année au mois de janvier.




Le paiement des factures se fera auprès du Trésor Public de Vannes Ménimur, 5 avenue Edgar Degas 56019 VANNES.

Les personnes utilisant très occasionnellement la structure ou dont la facture mensuelle est inférieure à cinq euros devront payer leur facture au multi-accueil auprès de la directrice.

PARTIE VII : LA PARTICIPATION DES PARENTS

La collaboration des familles à la vie du multi-accueil est essentielle pour permettre aux enfants de s'y épanouir en toute confiance.

Cette collaboration s'exprime à plusieurs niveaux :

-  lors de la période d'adaptation qui précède l'entrée de l'enfant dans la structure,
-  par une participation active des parents au conseil d'établissement du multi-accueil,
-  par une participation aux activités : arbre de Noël, sorties, activités spécifiques, etc.

**ANNEXE 1 : ACCEPTATION DU REGLEMENT INTERIEUR
MULTI-ACCUEIL « L'ÎLOT CALIN »**

(Document à remplir et à retourner à l'Îlot Câlin)

Je soussigné(e), Madame – Monsieur,
parents de l'enfant,

déclare(ons) avoir pris connaissance du règlement intérieur du multi-accueil « L'Îlot Câlin » et
m'engage/nous engageons à le respecter.

Fait à le

Signatures des parents
(précédées de la mention « Lu et approuvé »)

PROTOCOLE D'ENGAGEMENT PROPRIETAIRE – GESTIONNAIRE (PREALABLE A L'AVENANT A LA CONVENTION DE LOCATION D'UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT COLLECTIF)

Entre les soussignés :

le Centre Communal d'Action Sociale de Saint-Avé, dont le siège est situé Place de l'Hôtel-de-Ville à Saint-Avé, représenté par sa Présidente, Madame Anne GALLO, et désigné ci-après par le « **gestionnaire** »,

d'une part,

et

l'Office Public de l'Habitat du Morbihan, dénommé Bretagne Sud Habitat, dont le siège est situé 6 avenue Edgar Degas à Vannes (56000), représenté par son Directeur général, Monsieur Erwan ROBERT, nommé à cette fonction en vertu d'une délibération du Conseil d'administration en date du 24 janvier 2013, et désigné ci-après par le « **propriétaire** »,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit

SOMMAIRE :

Article 1 – PREAMBULE	1
Article 2 – EVOLUTION DU BÂTI	2
Article 3 – DURÉE DE LA LOCATION	2
Article 4 – PRIX DE REVIENT ET FINANCEMENT DES TRAVAUX.....	2
Article 5 – REDEVANCE ET CHARGES RECUPERABLES	2
Article 6 – LISTE DES ANNEXES.....	2

Article 1 – PREAMBULE

L'opération engagée dans le cadre du présent protocole a été autorisée par délibération du **propriétaire** en date du 27 avril 2015.

Le présent protocole d'engagement complète les articles de la convention initiale et de ses avenants successifs, listés ci-après :

- convention initiale signée le 27 avril 1989,
- avenant n°1 à la convention, signé le 25 novembre 1997, et relatif aux taux applicables sur le prix de revient global de l'opération (ICC),
- avenant n°2 à la convention, signé le 21 mars 2005, et relatif aux éléments de calcul de la redevance annuelle,
- avenant n°3 à la convention, signé le 14 décembre 2009, et relatif à l'indexation du prix de revient global de l'opération sur la base de l'IRL,
- avenant n°4 à la convention, signé le 24 mars 2011, et relatif au mandat de gestion avec la SA LES AJONCS,
- avenant n°5 à la convention, signé le 10 janvier 2019, et relatif à l'allongement de la dette.

Le présent protocole arrête le cadre d'engagement des travaux définis ci-après à l'article 2, de la phase étude jusqu'à la réception de l'opération. Un avenant définitif régularisera ce protocole après réception de l'opération de travaux. Les montants mentionnés ci-après sont donc communiqués à titre provisoire et prévisionnel avant leur fixation définitive dans l'avenant à la convention de location.

Article 2 – EVOLUTION DU BÂTI

Le **propriétaire**, en accord avec le **gestionnaire**, a défini les modalités de réalisation de travaux d'amélioration de l'accessibilité générale et de mises aux normes du système de sécurité incendie, sur l'ensemble immobilier donné en location.

Le présent protocole d'engagement est établi au stade :

☒ faisabilité budgétaire, ☒ exécution budgétaire, ☒ réévaluation budgétaire,

de la procédure d'engagement par le **propriétaire** d'une opération de travaux sur l'ensemble immobilier donné en location.

Article 3 – DURÉE DE LA LOCATION

art 3.1. L'avenant à la convention de location prendra effet à compter de la réception des travaux définis à l'article 2, après mise à jour de l'état des lieux d'entrée, prévue au mois d'avril 2020.

art 3.2. Pour rappel, la durée minimale de location est égale à celle du remboursement par le **propriétaire** de l'ensemble des emprunts contractés pour la construction et les opérations successives de travaux.

art 3.3. Les emprunts prévus en financement des travaux définis à l'article 2 sont d'une durée de 10 années, et prolongent ainsi la convention initiale jusqu'à l'extinction de l'ensemble des prêts.

Article 4 – PRIX DE REVIENT ET FINANCEMENT DES TRAVAUX

art 4.1. Pour rappel, le prix de revient de l'ensemble immobilier est obtenu en cumulant les coûts des opérations successives de construction, réhabilitations, extensions, améliorations, mises aux normes ou autres travaux rendus nécessaires à l'exploitation de l'ensemble immobilier.

art 4.2. Les travaux mentionnés à l'article 2 du présent protocole viennent ainsi majorer le prix de revient global et le coût du financement, tels que définis ci-après et dans l'annexe 1 « prix de revient et plan de financement ». La valeur du bien est un retraitement du prix de revient global, notamment sur la quote-part de travaux financés au titre des renouvellements de composants.

art 4.2.1. Prix de revient global

Le prix de revient global sera réévalué de 776 663 €.

art 4.2.2. Valeur du bien

La valeur du bien sera réévaluée de 618 163 €.

Article 5 – REDEVANCE ET CHARGES RECUPERABLES

Le présent protocole d'engagement arrête les modalités de réévaluation de la redevance à compter de sa prise d'effet prévisionnelle, telle que définie à l'article 3.1., soit en avril 2020.

art 5.1. La réévaluation de la redevance comprendra :

art 5.1.1. **La répercussion du financement du coût des travaux sur l'ensemble immobilier :**
- l'annuité de remboursement des emprunts : évaluée à titre prévisionnel à 50 556 €,

art 5.1.2. *(La réévaluation de la redevance comprendra) les frais de gestion du propriétaire :*
évalués à titre prévisionnel à 2 473 €

Les frais de gestion du **propriétaire** sont calculés annuellement sur la base de **0,40%** de la valeur du bien, telle que définie à l'article 4 de la convention initiale et l'article 4.2.2. du présent protocole, révisée chaque année sur la base de l'indice de

l'INSEE pour la révision des loyers (*IRL ou son indice de remplacement*). La révision se fait au 1^{er} janvier de chaque année sur la base de l'indice du 4^{ème} trimestre de l'avant dernière année précédant l'année de quittance.

art 5.1.3. (*La réévaluation de la redevance comprendra*) la **PRCGE** : évaluée à titre prévisionnel à 3 091 €.

Le montant de la **Participation pour couverture du Renouvellement des Composants et des dépenses pour Gros Entretien (PRCGE)** se calcule comme suit :

- la participation commence dès la réception des travaux définis à l'article 2 du présent protocole, à hauteur de **0,50%** de la valeur du bien telle que définie à l'art 4.2.2. du présent protocole,
- puis son taux est majoré de 10 points de base au 1^{er} janvier des années suivantes jusqu'à atteindre 1%,
- la valeur du bien servant d'assiette au calcul de la PRCGE est révisée chaque année sur la base de l'indice de l'INSEE du coût de la construction (*ICC ou son indice de remplacement*),
- la révision se fait au 1^{er} janvier de chaque année sur la base de la moyenne des indices de l'avant dernière année précédant l'année de quittance,
- conformément aux préconisations de la circulaire de l'Union Sociale pour l'Habitat n°2007-11 du 20 mars 2007, le **propriétaire** assure un suivi extracomptable de la PRCGE et en rend compte au **gestionnaire**.

-

art 5.2. **Montant prévisionnel de la redevance**

art 5.2.1. Sur la base des éléments ci-dessus, la redevance prévisionnelle à la date d'effet de l'avenant à la convention, est estimée pour une année pleine à **307 930 €** incluant les réévaluations définies à l'article 5.1. ci-dessus.

art 5.3.1. Les frais de gestion, définis à l'article 5.1.2. ci-dessus, et la PRCGE, définie à l'article 5.1.3. ci-dessus, feront l'objet d'un quittance calculé la première année de location, au « prorata temporis » des jours décomptés entre la date d'effet de l'avenant et le 31 décembre de la même année, lorsque cette date d'effet est fixée en cours d'année.

Article 6 – LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Prix de revient et plan de financement (*montants à la date de signature du présent avenant*)

Ce document comporte 4 pages, dont 1 annexe. Le **gestionnaire** et le **propriétaire** paraphent les feuillets et signent ci-après.

Fait à Saint-Avé, le/...../.....
en deux exemplaires originaux.

Pour le **gestionnaire**,
La Présidente du C.C.A.S. de Saint-Avé

Fait à Vannes, le 25 février 2019
en deux exemplaires originaux.

Pour le **propriétaire**,
Le Directeur général

Anne GALLO

Erwan ROBERT

Annexe 1 : Prix de revient et plan de financement (montants provisoires et prévisionnels)

Saint-Avé – Travaux d'amélioration de l'accessibilité générale, de mise aux normes du système de sécurité incendie et divers travaux d'amélioration

PLAN DE FINANCEMENT au 25 février 2019

1. Prix de revient de l'opération

Bâtiment	626 900 €
Honoraires	77 597 €
Conduite d'opération interne	28 210 €
Actualisation	9 866 €
Aléas	18 807 €
Autres frais	15 283 €

TOTAL	776 663 €
--------------	------------------

2. Financement

Prêt PAM CDC	444 763 €
Subvention du Conseil Départemental	173 400 €
Financement PGERC	158 500 €

TOTAL	776 663 €
--------------	------------------

Fait à Saint-Avé, le/...../.....
en deux exemplaires originaux.

Pour le **gestionnaire**,
La Présidente du C.C.A.S. de Saint Avé

Anne GALLO

Fait à Vannes, le 25 février 2019
en deux exemplaires originaux.

Pour le **propriétaire**,
Le Directeur général

Erwan ROBERT



SAINT-AVÉ

Ville de Saint-Avé

RAPPORT D'ACTIVITE ACTION SOCIALE



2018

PARTIE 1 - LE SERVICE SOCIAL

I. L'ACCUEIL SOCIAL

L'accueil social est ouvert tous les jours sauf les mardis et jeudis matin afin de permettre à l'agent d'accueil de recevoir sur rendez-vous.

L'année 2018 est marquée par une augmentation des passages et appels téléphoniques avec un total de **5740 contacts**, soit une augmentation globale de 17 % par rapport à 2017.

Mise en place en 2018, la boîte vocale permettant de rediriger directement les usagers vers le service concerné a permis de désengorger l'accueil de la Mairie et favoriser la confidentialité.

Les chiffres :

Pour l'année 2018 on comptabilise :

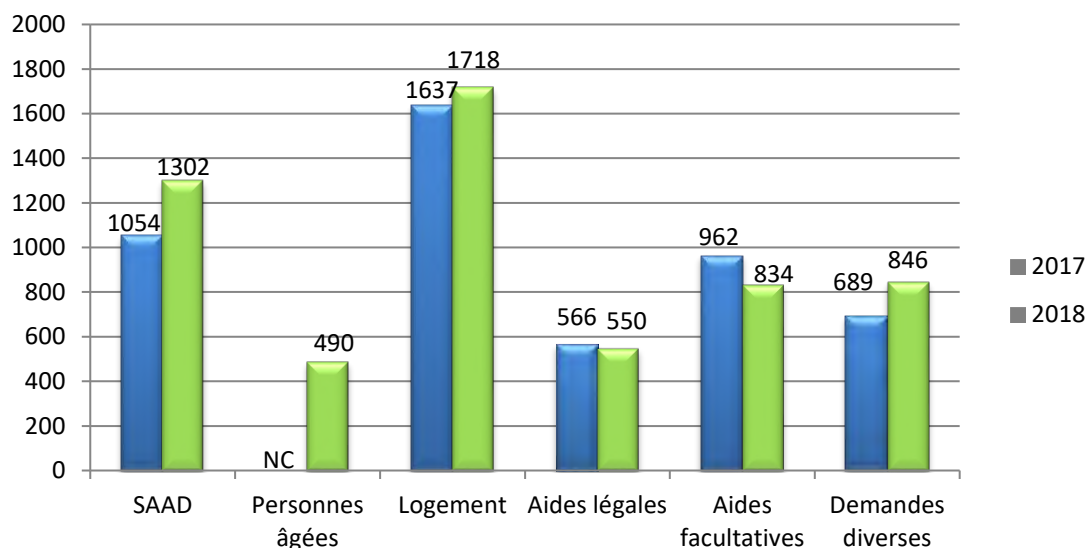
- **2412 passages** (contre 2218 en 2017), soit une moyenne de 9 personnes par jour dont :
 - 625 pour le logement
 - 463 concernant les aides sociales facultatives
 - 439 passages pour le SAAD
 - 413 concernant les aides sociales légales
 - 341 demandes diverses
 - 131 passages relatifs aux personnes âgées (portage repas, repas des aînés, colis de Noël...)

Entre 2017 et 2018, le nombre de passages au CCAS a augmenté de 8.7 % (service social et service logement confondus).

- **3328 appels téléphoniques (contre 2690 en 2017)**, soit une moyenne de 13 appels par jour dont :
 - 1093 pour le logement
 - 863 pour le SAAD
 - 505 pour demandes diverses
 - 371 concernant les aides sociales facultatives
 - 359 relatifs aux personnes âgées
 - 137 concernant les aides sociales légales

Entre 2017 et 2018, le nombre d'appels au CCAS a augmenté de 23.7 %.

**Nombre de contacts physiques et téléphoniques
(comparaison entre 2017 et 2018)**



L'augmentation la plus conséquente concerne le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile, expliquée notamment par l'évolution positive de l'activité.

A noter également que les contacts au service logement ont augmenté, de manière moins importante, mais ils représentent près de **30% de l'ensemble des contacts**.

Paradoxalement à l'évolution du nombre de dossiers instruits dans le cadre des aides facultatives, le nombre de contacts a quant à lui diminué.

A. LE DOMICILE PARTAGE « RESIDENCE LEONIS »

La « Résidence Léonis » de Saint-Avé a ouvert ses portes le 1^{er} juin 2015. A mi-chemin entre le maintien à domicile et l'accueil en structure, le domicile partagé est une solution adaptée pour les personnes en perte d'autonomie (Alzheimer et maladies apparentées).

Le logement est partagé en colocation par 8 personnes. La vie s'organise « comme à la maison » et les colocataires fragilisés bénéficient d'assistants de vie diplômés 24 h/24.

Les dépenses collectives sont mutualisées et réparties entre les occupants en fonction de la période de présence.

Pour mettre en place et assurer le fonctionnement de la résidence, le CCAS s'appuie sur un partenariat expérimenté en ce type de structure : l'ASSAP-CLARPA.

- En 2018 :

Malgré deux décès au cours de l'année, le taux d'occupation est très encourageant et montre les besoins d'accueil de ce public sur le secteur. Au 31 décembre 2018, **15 personnes** étaient en attente d'intégrer le domicile partagé.

8 salariés (dont une salariée remplaçante et une coordinatrice) se relaient auprès des personnes âgées et gèrent la restauration sur place. Le service mandataire de l'ASSAP-CLARPA aide à la fonction employeur et assure l'interface entre les personnes âgées employeurs et leurs salariés.

Aussi, des réunions mensuelles sont toujours organisées à la résidence en présence du CLARPA, des aides à domicile et du CCAS.

- En 2019 :

Suite à la publication du nouvel arrêté du cahier des charges des services mandataires paru au journal officiel du 05/10/2018, toute personne s'installant en domicile partagé **doit être sous mesure de protection juridique ou justifier d'une démarche en cours** à la date d'installation (article 47 : « *Le mandataire vérifie que l'intervention sous ce mode est adaptée à la réalité de la situation de la personne et que son état lui permet d'assurer les responsabilités inhérentes à son statut d'employeur.* »)

Même si cela implique une démarche administrative supplémentaire pour les familles, elle permet de mettre fin aux interrogations sur la capacité de la personne âgée souffrant de pathologie Alzheimer ou troubles apparentés d'assurer son rôle d'employeur.

B. LE SERVICE D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE – SAAD

Crée en mars 1979, le service d'aide et d'accompagnement à domicile de Saint-Avé intervient au domicile des personnes âgées ou en situation de handicap de la commune. Les aides à domicile interviennent du lundi au vendredi, en horaire de journée.

Le service propose uniquement des interventions **en mode prestataire** (le CCAS est employeur de l'aide à domicile), le service mandataire ayant pris fin au 31 décembre 2016.

Pour les activités réalisées auprès des personnes en perte d'autonomie, le service dispose d'une autorisation délivrée par le Conseil Départemental depuis le 1^{er} janvier 2009 et pour une durée de 15 ans.

Etat du service :

Au 31 décembre 2018, 9 intervenantes sont employées dont 6 titulaires et 3 contractuelles. Au total 16 aides à domicile sont intervenues au cours de l'année contre 11 en 2017.

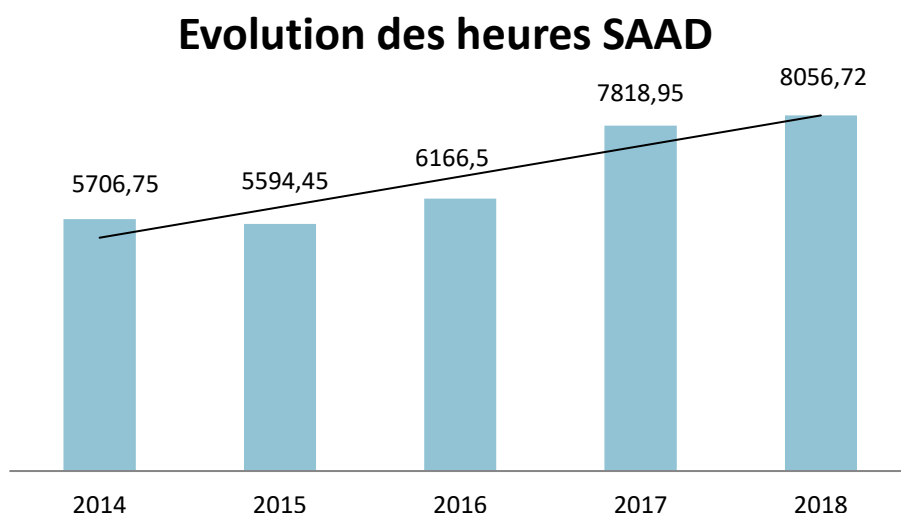
87 personnes ont bénéficié d'une aide à domicile en 2018 (84 en 2017), pour un total **8056,72 heures** annuelles effectuées (contre 7818.95 en 2017, 6166.50 en 2016 et 5594.45 en 2015).

L'augmentation du nombre d'intervenantes contractuelles s'explique par un besoin en remplacement plus conséquent lié notamment à des arrêts de travail (maladie ordinaire).

A noter que le recrutement d'aides à domicile remplaçantes et qualifiées s'avère difficile pour le SAAD de Saint-Avé comme pour les autres services d'aide à domicile du secteur. Il manque actuellement de personnel formé du fait d'un métier qui semble peu attractif et pas assez valorisé.

Evolution des heures d'interventions entre 2014 et 2018 :

Après une période de décroissance en 2015, l'activité du service prestataire repart à la hausse. La tendance se confirme en 2018 avec une augmentation de 1890.22 heures par rapport à 2016 soit **+ 30.65 % en 2 ans**.



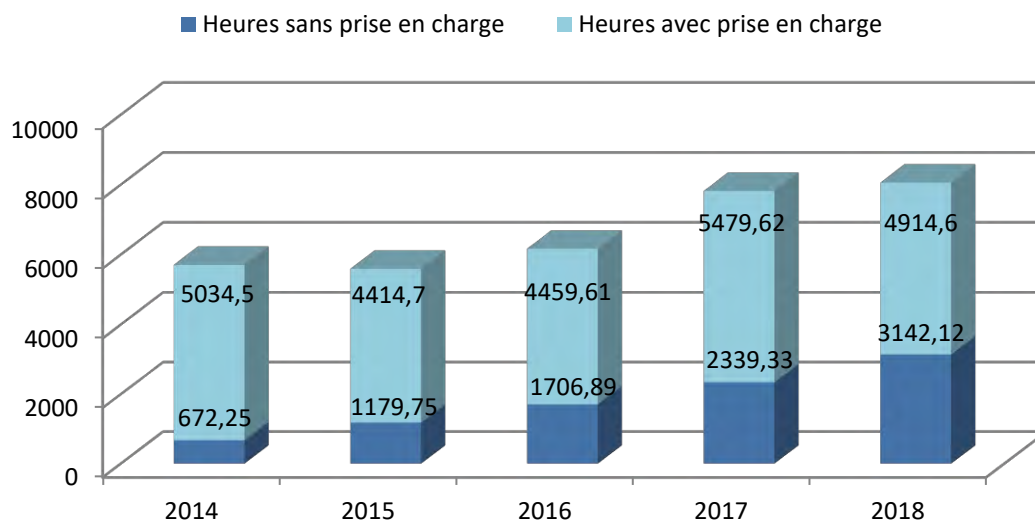
Malgré des outils de communication qui restent à davantage développer, le bouche à oreille fonctionne bien sur la commune. La qualité des interventions est reconnue et permet ainsi de toucher de nouvelles personnes et fidéliser les usagers.

De plus, cette augmentation s'explique en partie par le vieillissement de la population et du développement de la politique en faveur du maintien à domicile.

L'augmentation de l'activité reste cependant encore fragile et liée à des événements imprévisibles : hospitalisations, décès, arrêts de travail.

Malgré la volonté des pouvoirs publics de favoriser le maintien à domicile avec notamment la revalorisation de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, on observe encore cette année une diminution du taux de prise en charge par les différents organismes.

En 2018 : 39 % des heures ne sont pas prises en charge contre 29.91 % en 2017 et 27.68 % en 2016.



■ Actions mises en place et perspectives d'évolution :

La communication du service :

Le service poursuit le développement de ses outils de communication (flyer, livret d'accueil). Malheureusement il n'a pas été possible en 2018 de finaliser ce projet. Malgré cela, il est important de noter que l'activité continue d'évoluer positivement.

Une aide à domicile a pu cependant participer à la campagne de communication de la ville pour la nouvelle année 2019 portant sur la mise à l'honneur des agents communaux de terrain. Cela a ainsi permis de valoriser le métier d'Auxiliaire de Vie Sociale.

Pour 2019, le service se fixe l'objectif de finaliser ses outils de communication.

Evolution et modernisation du service :

En 2018, l'outil de **télégestion** permettant une télétransmission des heures d'intervention vers un logiciel informatique a été étendu à l'ensemble des usagers du service (auparavant destiné uniquement aux bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie).

Le pointage des heures est donc facilité pour les aides à domicile en supprimant les feuilles papier. La télégestion permet également d'enregistrer l'intervention au réel, ainsi, éviter les litiges et erreurs lors de la facturation.

En 2018, le Conseil d'Administration du CCAS a voté pour le remboursement des **frais kilométriques** aux aides à domicile pour les trajets effectués pendant les interventions : courses, promenades etc. Pour ce faire, une prestation complémentaire est facturée à l'usager (0.40 € par kilomètres) à compter du 1^{er} février 2019.

Pour finir, une partie des heures supplémentaires effectuées par les aides à domicile ont été payées en 2018 (50h supplémentaires ont été reportées sur l'année suivante, le reste a été payé aux agents concernés).

Ces évolutions permettent de simplifier la gestion du service mais également d'améliorer les conditions et de valoriser le travail des agents intervenants à domicile.

Le tarif horaire :

A compter du 1^{er} janvier 2018 le tarif horaire du SAAD est passé de 20.78 € à 21 €. Cette augmentation permet de contribuer à l'équilibre du budget tout en restant compétitif par rapport aux autres organismes d'aide à domicile.

Un décret national fixant un tarif unique des prestations d'aide à domicile devrait paraître en 2019 (fixant le taux horaire à 21 €). Il sera visiblement possible pour les SAAD d'augmenter leur taux horaire en justifiant de « prestations complémentaires ».

A noter également qu'à compter du 1^{er} janvier 2019, le tarif horaire SAAD passe à 21.22 €.

Formation des aides à domicile :

3 séances d'analyse des pratiques encadrées par une psychothérapeute ont été effectuées en 2018. 4 étaient normalement prévues mais la dernière séance de fin d'année a dû être annulée suite à la fermeture du centre de formation dont dépendait la psychothérapeute.

Cet événement a été l'occasion de conventionner pour 2019 avec une nouvelle psychologue du secteur. Elle permet ainsi d'apporter une vision différente et nouvelle des pratiques professionnelles, de la relation à l'usager et à sa famille (« approche systémique »).

Comme chaque année, des formations ont été réalisées en 2018 par les aides à domicile et la responsable de service : « alimentation de la personne âgée à domicile », « réalisation d'une prestation culinaire adaptée à la personne âgée », « la connaissance du vieillissement normal ».

Enquêtes de satisfactions 2018 :

Comme chaque année, une enquête de satisfaction a été envoyée aux usagers. Le service a reçu un taux de réponse de 47 %.

Les résultats de l'enquête ont été présentés en Conseil d'Administration. Les usagers sont très satisfaits de l'accueil, de la qualité des interventions de l'aide à domicile et des documents administratifs. Des axes sont cependant à améliorer sur la gestion des plannings et des remplacements.

Pour 2019, le questionnaire de satisfaction a été simplifié et envoyé par voie postale avec une enveloppe vide adressée directement au service afin d'obtenir un taux de réponse plus important.

Adhésion à OMEGA :

Le Conseil d'Administration du CCAS a voté en 2018 l'adhésion à l'association OMEGA 56 (l'association morbihannaise des directeurs d'établissements et services pour personnes âgées). Elle a pour but de rassembler des directeurs et responsables d'établissements et services pour personnes âgées afin d'échanger des informations et points de vue susceptibles d'être un facteur d'amélioration au sein de leurs structures.

Des groupes de travail vont être mis en place en 2019 sur la mutualisation des outils de gestion des SAAD auxquels le service participera.

Les orientations du schéma autonomie en matière de gestion des SAAD :

En juin 2018, la DGISS a présenté les grandes orientations du schéma de l'autonomie 2017-2021 en matière de gestion des SAAD.

Dans ce cadre, la responsable de service a participé à deux groupes de travail en novembre et décembre portant sur la qualité de la prise en charge. L'objectif de ces groupes étant d'effectuer un diagnostic de l'existant et proposer des pistes et solutions d'amélioration.

Lors de la réunion plénière en mars 2019 restituant les travaux des différents groupes, la DGISS a confirmé la mise en place au niveau national d'un tarif unique pour tous les SAAD. Une dotation supplémentaire par SAAD sera attribuée sous condition d'une contractualisation (CPOM ou appel à projet). Le principe de l'habilitation valant tarification n'existera donc plus.

En 2019, la responsable de service participera à des groupes de travail entre membres de l'UDCCAS afin de réfléchir et échanger sur ces évolutions.

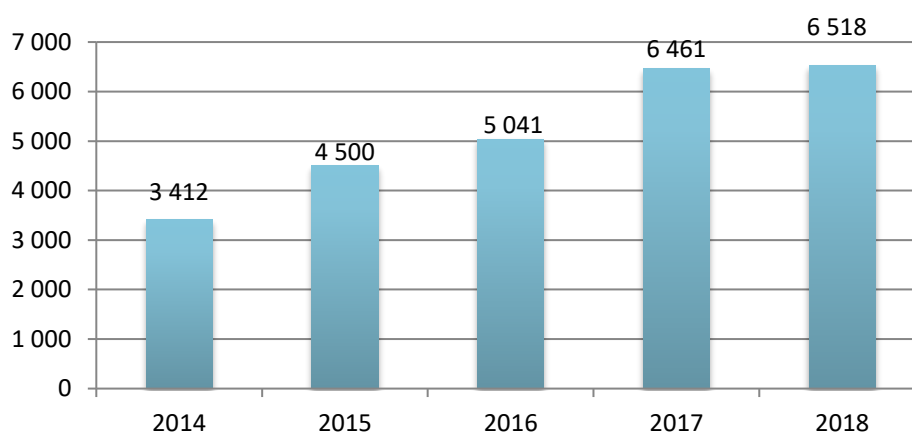
C. LE PORTAGE DE REPAS A DOMICILE

Le CCAS propose un service de portage de repas à domicile. Ce service répond aux besoins ponctuels ou réguliers des personnes âgées ou rencontrant des difficultés de mobilité.

La livraison de repas complets et équilibrés se fait en liaison froide. Proposant 20 régimes différents, le service fonctionne du lundi au samedi, le repas étant livré la veille du jour de consommation.

Pour assurer ce service, le CCAS a mis en place un partenariat avec le CCAS de Vannes qui fournit et livre les repas au domicile des bénéficiaires.

Nombre de repas distribués sur l'année



ANNEE	NOMBRE DE BENEFICIAIRES (Moyenne)	NOMBRE DE REPAS TOTAL	MOYENNE MENSUELLE DE REPAS
2014	15	3 412	284
2015	20	4 500	375
2016	22	5 041	420
2017	23	6 461	538
2018	27	6 518	544

En 2018, 26 nouvelles demandes de portage de repas ont été instruites.

Au total, 58 personnes ont bénéficié du portage sur l'année, dont 31 étaient toujours actives au 31 décembre.

La qualité du service est très satisfaisante et les retours des usagers positifs. La diversité des régimes proposés permet de proposer une réponse adaptée aux demandes particulières.

En 2018, une nouvelle convention a été signée avec le CCAS de Vannes pour une durée de trois ans reconductible par tacite reconduction. Cette convention met en place un tarif « extérieur » qui sera fixé annuellement par le Conseil d'Administration du CCAS de Vannes.

En 2018, Le tarif du portage de repas est passé de 10.08 € à 10.36 € pour les avéens.

D. LE REPAS DES AINES

Chaque année, le Centre Communal d'Action Sociale organise un repas pour les personnes âgées de 75 ans et plus ainsi que leur conjoint. En 2018, en raison d'un trop grand nombre de personnes invitées par rapport à la capacité d'accueil de la salle, l'âge requis est passé à 76 ans et plus.

Plusieurs adhérents des différentes associations Avéennes participent en tant que bénévoles au repas : en 2018, ce sont le Mil'pat, le Comité des fêtes, Familles Rurales, Avec Nous et l'Essa gym qui ont participé au service. Dans le cadre du dispositif chantier citoyen, 15 jeunes de la commune ont participé également au service et ont contribué ainsi au financement d'un de leurs séjours.

Les personnes âgées sont très attachées à cet évènement convivial qui permet de maintenir du lien social et favoriser les échanges intergénérationnels. C'est également l'occasion pour eux, d'échanger de façon moins formelle avec les élus de la commune.

C'est le groupe de musique « les tontons guincheurs » qui a animé cette journée.

	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre d'invitations	731	724	488	709	658
Nombre de présents	384	350	314	349	330

Pour la deuxième année consécutive, le CCAS a fait appel à un traiteur.

Au vu du nombre de personnes invitées, le repas s'est déroulé, pour la première fois, dans une salle de sport communale, la salle Pierre Le Nouail. La salle a permis de recevoir les aînés dans de meilleures conditions mais également de favoriser la convivialité.

E. LES COLIS DE NOËL

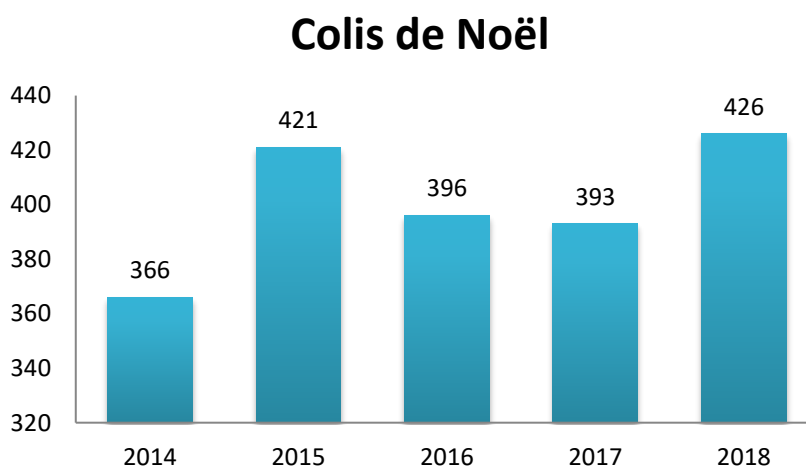
À l'occasion des fêtes de fin d'année, les élus rendent visite aux avéens de 80 ans et plus et leur présentent les vœux de la collectivité. Un présent sous forme de panier garni leur est remis.

Ces visites à domicile constituent l'un des moments privilégiés de l'année pour aller à la rencontre des aînés de la commune, en particulier de ceux qui rencontrent des difficultés pour se déplacer. Elles permettent également d'entretenir un lien avec un public fragile et parfois isolé.

En 2018, **426 colis** ont été distribués, pour un budget total de 6690 €. Cette année, le service a fait appel à la société « La Trinitaine » pour privilégier ainsi un fournisseur local proposant des produits bretons. De plus, la société travaille en partenariat avec les ESAT de la région, qui se chargent d'assembler les colis.

Les colis ont été composés de 3 terrines et pâtés, d'une bouteille de cidre rosé, d'un ballotin de truffes en chocolat, d'un paquet de papillote, d'un paquet de galette au beurre, d'un pot de confiture, d'une verrine de bonbons et des madeleines. Le tout présenté dans une boîte imprimée d'hermine bretonne.

Evolution du nombre de colis distribués entre 2014 et 2018



A noter que le recensement des bénéficiaires se fait à partir de la liste électorale. Un appel à inscription est lancé chaque année, par le biais de la revue municipale, à destination des personnes qui ne seraient pas électeurs dans la commune.

F. PREVENTION « CANICULE » ET « GRAND FROID »

Le CCAS tient un registre, à titre préventif, des personnes fragilisées qui se sont signalées. La demande d'inscription est fondée sur le volontariat. Les personnes déjà inscrites sur le registre n'ont pas à renouveler leur inscription chaque année. Toutefois, il est demandé de communiquer au CCAS tout changement de situation.

Au 31 décembre 2018, 31 personnes étaient recensées sur ce registre (47 en 2017, 47 en 2016, 61 en 2015 et 79 en 2014). La baisse du nombre de personnes inscrites s'explique par des décès et des entrées en EHPAD.

En 2018, personne n'a contacté le service afin de s'inscrire sur la liste des personnes vulnérables malgré les différents articles dans la revue des Avéens et sur le site internet.

II. LE LOGEMENT

Les personnes ayant effectué une demande de logement sur Saint-Avé sont accueillies directement par l'agent au service logement lors de ses temps de présence (les lundis, mercredis et vendredis). Ils sont reçus par l'agent d'accueil CCAS les autres jours de la semaine.

En plus de l'accueil logement, l'agent reçoit sur rendez-vous à la demande des usagers, il aide si besoin pour remplir le dossier de demande et gère les propositions d'attribution en partenariat avec les différents bailleurs sociaux.

Ces missions s'effectuent en lien avec l'adjointe aux solidarités présente lors des commissions d'attribution de logement. Elle rencontre tous les demandeurs ayant sollicité un logement sur Saint-Avé lors de ses temps de permanence. En 2018, elle a rencontré 192 personnes (contre 272 en 2017 et 197 en 2016).

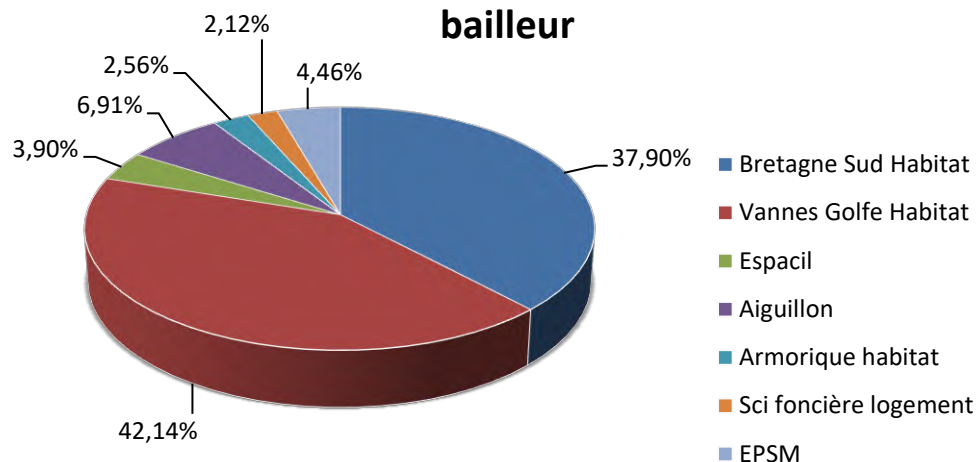
En mars 2018, suite au départ en retraite de l'agent en poste, un nouvel agent en charge de l'accueil logement a été recruté en contrat aidé pour un an. Ce changement a quelque peu déstabilisé l'organisation du service en 2018.

Pour 2019, étant donné l'arrêt du dispositif de contrat aidé, il a été décidé de recruter une personne de formation administrative et sociale pour un contrat d'un an à mi-temps.

Au 31 décembre 2018, le parc de logement social sur la commune s'élève à **897** logements dont 80 rue René Cassin (60 chambres à l'EHPAD et 20 pour les pavillons).

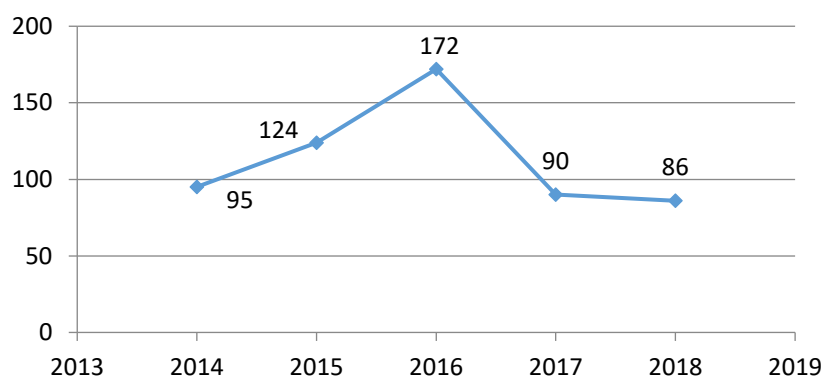
Répartition du nombre de logement par bailleur			
	Collectif	Pavillon	Total
Bretagne Sud Habitat	264	76	340
Vannes Golfe Habitat	347	31	378
Espacil	20	15	35
Aiguillon	56	6	62
Armorique habitat	23	0	23
Sci foncière logement	19	0	19
EPSM	40	0	40
Total	769	128	897

Répartition du nombre de logement par bailleur



En 2018, 86 logements ont été attribués suite à des départs ou des mutations sur le parc locatif public existant (90 en 2017 et 172 en 2016). En 2017 et 2018, il n'y a eu aucune livraison de logements neufs sur la commune ce qui explique la diminution de nombre d'attribution.

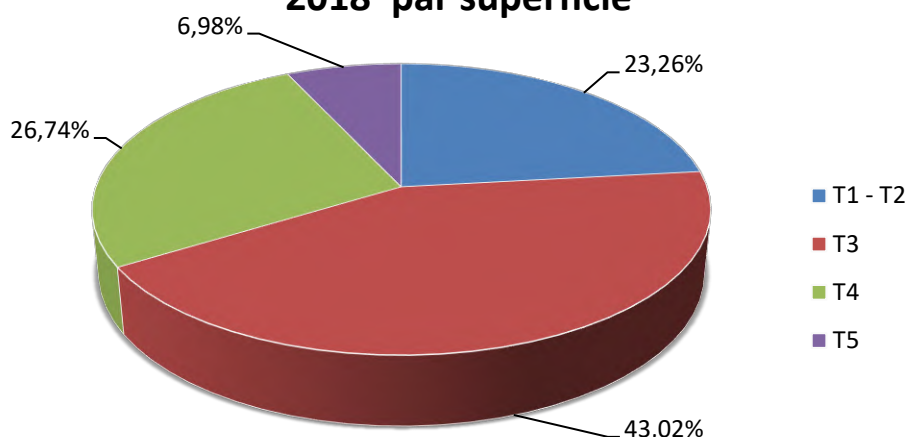
Evolution du nombre de logements attribués



Bilan des attributions en 2018

	T1 – T2	T3	T4	T5	Total
BSH	8	12	3	2	25
VGH	10	13	15	3	41
Espacil	1	2	3	1	7
Aiguillon	0	5	1	0	6
Armorique habitat	1	5	1	0	7
TOTAL	20	37	23	6	86

Répartition des logements attribués en 2018 par superficie



Au 31 décembre 2018, le total des demandes de logement en instance s'élève à **1817** (1521 en 2017 et 1304 en 2016), après mise à jour des fichiers par le CCAS.

En 2018 ont débuté les travaux de construction de la résidence sénior « Les séniories ». Sur les 105 logements prévus, 21 seront des logements locatifs sociaux gérés par Bretagne Sud Habitat. En 2018, l'agent d'accueil logement a réceptionné 9 dossiers d'inscriptions à la future résidence. Au total, 21 personnes ont déposées un dossier.

III. LES FAMILLES

Les aides du CCAS concernant les activités sportives, culturelles et de loisirs pour les enfants de 3 ans à 18 ans :

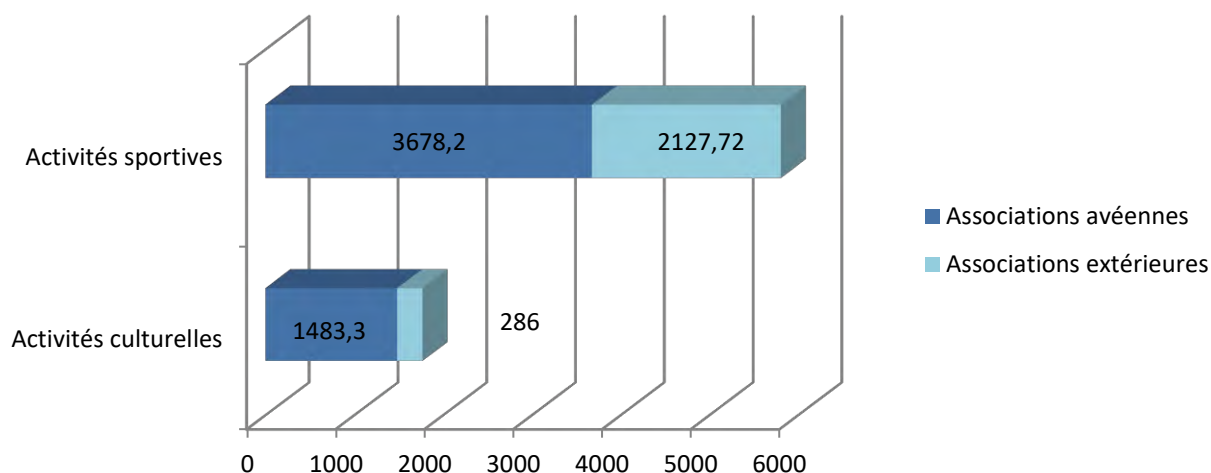
Par délibération du 20 novembre 1998, le Conseil d'Administration du CCAS a décidé de mettre en place des aides aux familles concernant les activités culturelles et de loisirs pour les enfants des familles les plus défavorisées.

En 2018, le CCAS a participé financièrement à la prise en charge des activités de 116 jeunes Avéens (77 familles) pour un montant total de 7575.22 € (en 2017, 6778.88 € pour 104 jeunes / en 2016, 6856.89 € pour 103 jeunes / en 2015, 9 532.45 € pour 128 jeunes) réparti ainsi :

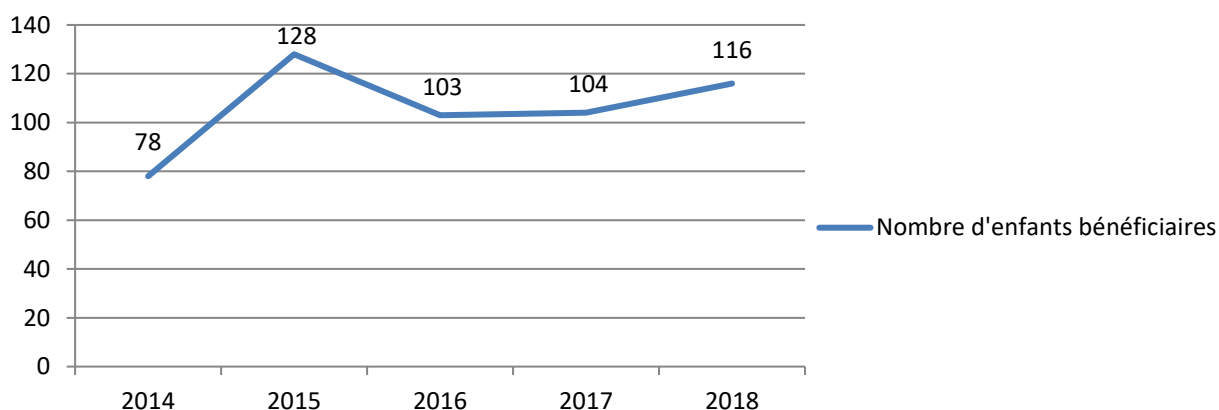
- En thématiques :
 - Activités sportives : 5705.92 € (4667.40 € en 2017, 4441.20 € en 2016 et 5705.48 € en 2015)
 - Activités culturelles : 1869.3 € (1821.48 € en 2017, 1995.69 € en 2016 et 3706.97 € en 2015)
- Pour des activités auprès d'associations:
 - Avéennes : 5221.5 € (5643.18 € en 2017, 5547.89 € en 2016 et 7619.25 € en 2015)
 - Autres communes : 2353.72 € (1135.70 € en 2017, 1309 € en 2016 et 1913.20 € en 2015)

Participations du CCAS pour la pratique d'activités des enfants

Montant total : 7575,22 € 77 familles



Nombre d'enfants bénéficiaires



IV. LES PERSONNES EN DIFFICULTÉS

A. L'AIDE SOCIALE LEGALE

L'aide sociale légale recouvre les prestations sociales définies par la loi et les règlements pour l'ensemble du territoire. Ce sont des aides de l'Etat ou du département délégué par conventionnement, elles sont instruites à l'échelon local tout en restant soumise à décision de l'autorité référente.

Les différentes demandes d'aides sociales légales concernent :

- Dossiers auprès de la **Maison Départementale de l'Autonomie** (carte Mobilité Inclusion, reconnaissance du handicap, demande d'allocations etc...).
- Dossier **d'aide sociale** : obligation alimentaire, prise en charge des frais d'hébergement, des frais d'aide à domicile etc. En 2018, 14 dossiers d'aide sociale ont été instruits (16 en 2017 et 24 en 2016) et 14 dossiers d'Obligation Alimentaire (8 en 2017 et 13 en 2016).

- Dossiers de demande d'**Allocation Personnalisée d'Autonomie** (APA). En 2018, 17 dossiers ont été instruits contre 19 en 2017 et 18 en 2016.

■ **Domiciliation administrative :**

La domiciliation permet à des personnes qui n'ont pas de domicile stable de disposer d'une adresse pour recevoir du courrier et surtout pour accéder à leurs droits et prestations ainsi que remplir certaines obligations.

Au 31 décembre 2018, **47** personnes étaient domiciliées au CCAS (pour 44 en 2017 et 18 en 2016) dont 27 premières demandes sur l'année et zéro refus. L'augmentation du nombre de domiciliés depuis 2017 s'explique par une orientation beaucoup plus importante des services sociaux de l'EPSM.

Au cours de l'année, 17 domiciliations ont pris fin, soit parce que la personne ne s'est pas manifestée pendant plus de 3 mois, soit pour non renouvellement de la domiciliation. On compte également 7 arrêts volontaires (changement de ville, logement stable...)

B. L'AIDE SOCIALE FACULTATIVE

Cette aide vient en complément des dispositifs légaux, elle ne présente donc pas de caractère obligatoire. C'est la commission permanente, par délégation du conseil d'administration du C.C.A.S., qui décide d'octroyer au profit d'Avéens en difficulté, des prestations d'aide sociale complémentaires (n'ayant aucun caractère obligatoire).

1. L'aide alimentaire

L'épicerie solidaire est gérée et assurée par l'AMISEP (Association Morbihannaise d'Insertion Sociale et Professionnelle). Les usagers, orientés par le CCAS, achètent leurs denrées alimentaires à 10 ou 30 % de leur valeur marchande. Des produits d'hygiène et d'entretien sont également disponibles.

L'accès à l'épicerie solidaire est accordé selon le calcul du **reste à vivre**. L'orientation est fixée pour une durée de 3 à 6 mois avec possibilité de renouvellement.

En 2018, **89** usagers ont bénéficié d'une orientation vers l'épicerie solidaire soit une diminution de 15 % par rapport à 2017 (105 en 2017 et 91 usagers orientés).

37 usagers ont renouvelés, 1 fois ou 2, leur orientation au cours de l'année. Au total, 133 demandes ont été faites contre 161 en 2017.

L'orientation est faite pour une durée moyenne de 6 mois. Les difficultés semblent donc s'installer dans la durée.

Les personnes en difficultés sont également orientées vers les associations caritatives (Croix rouge, Les restos du cœur, Saint Vincent de Paul, Secours catholique, Secours populaire) pour l'attribution de produits alimentaire.

2. Tarification solidaire pour le bus

Une tarification solidaire est proposée, par Vannes Agglo, sur le réseau Kicéo. Elle repose sur l'application de 3 niveaux de réduction, basés sur 3 niveaux de Quotient Familial (QF) des bénéficiaires (au 1er janvier 2018) :

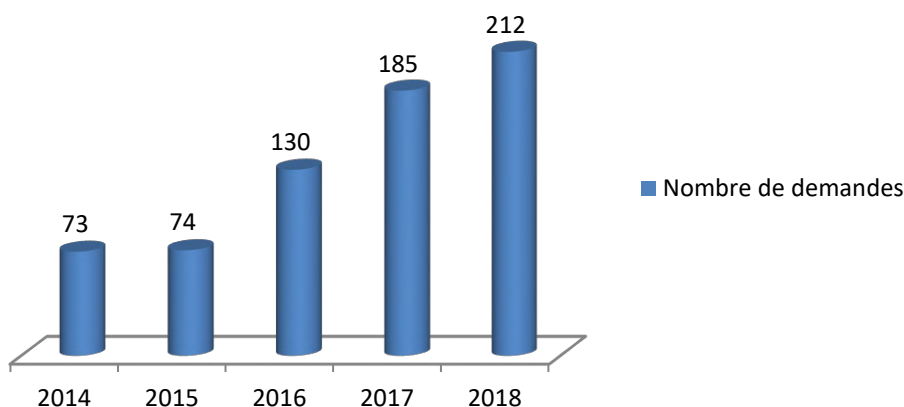
- ▶ 5 € /mois, pour les personnes appartenant à un foyer dont le QF est inférieur à 408 €
- ▶ 10 € /mois, pour les personnes appartenant à un foyer dont le QF est compris entre 408 et 502 €
- ▶ 20 € /mois, pour les personnes appartenant à un foyer dont le QF est compris entre 502 et 593 €

Le CCAS vérifie les conditions d'éligibilité des demandeurs, instruit les demandes et délivre les coupons.

En 2018 :

- **100** usagers ont bénéficié de la tarification solidaire pour le bus (98 en 2017 et 68 en 2016) dont 52 d'entre eux, à plusieurs reprises dans l'année
- **212** dossiers ont été instruits (185 en 2017 et 130 en 2016) :
 - 149 pour la tarification solidaire à 5 euros par mois (93 en 2017 et 59 en 2016),
 - 44 pour la tarification solidaire à 10 euros par mois (61 en 2017 et 42 en 2016)
 - 19 pour la tarification solidaire à 20 euros par mois (31 en 2017 et 29 en 2016).

Evolution du nombre de demandes



On constate une augmentation de 14 % par rapport à 2017. Cela s'explique notamment par un allègement de la procédure interne d'instruction des demandes (validation par la vice-présidente du CCAS et non plus par le Commission Permanente).

Néanmoins la modification de la procédure est intervenue en 2015, la précarisation des ménages peut également expliquer cette augmentation.

Pour l'année 2018, on compte 45 premières demandes (59 en 2017 et 42 en 2016).

3. Les demandes de secours

72 demandes de secours, hors secours d'urgence et tarification solidaire, ont été examinées par la commission permanente du CCAS (129 en 2017, 114 en 2016, 106 en 2015 ; 86 en 2014). La commission permanente du CCAS a statué :

- favorablement sur 44 demandes (100 en 2017 ; 88 en 2016 ; 71 en 2015 ; 50 en 2014)
- défavorablement sur 28 demandes (29 en 2017 ; 26 en 2016 ; 35 en 2015 ; 36 en 2014)

Parallèlement, 14 secours d'urgence ont été accordés (14 en 2017 ; 16 en 2016 ; 12 en 2015). Ils sont attribués par la Conseillère ESF ou par l'agent social lors de son absence pour un montant maximum de 50 euros.

	Fonds FSL		Fonds CCAS		TOTAL	
	Montant	Nombre de dossiers	Montant	Nombre de dossiers	Montant	Nombre de dossiers
Electricité	2697.6	15	372	1	3069.6	16
Gaz	3167.37	18	370.85	1	3538.25	19
Eau	1649.46	13	74.21	1	1723.67	14
Secours d'urgence			350	14	350	14
Autres secours			420	5	420	5
TOTAL	7514.43	46	1587.06	22	9101.52	68

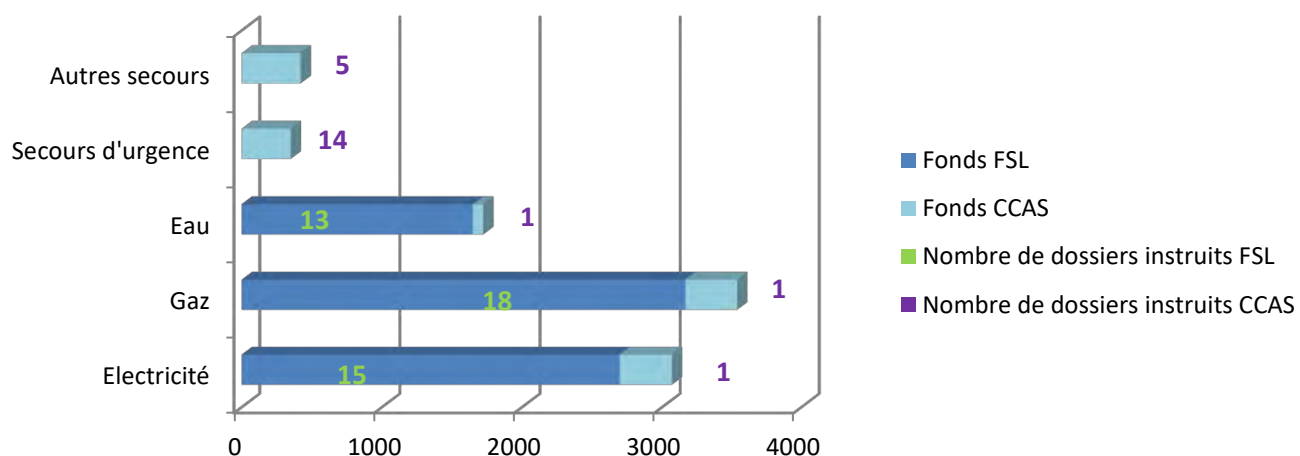
Pour l'année 2018, le montant moyen des aides attribuées s'élève à 162.02 € contre 150.92 € en 2017 et 162.21 € en 2016 (hors secours d'urgence).

En 2018, les secours d'urgence actuellement distribués sous forme de liquide seront remplacés en grande partie par des Chèques d'Accompagnement Personnalisés. Ces chèques service sont des titres de paiement affectés à une zone géographique et dont les domaines d'application y sont imprimés (alimentation/hygiène, carburant etc.). Ils permettent ainsi de contrôler et de maîtriser leur utilisation par les bénéficiaires.

C'est un total de **9 101.52 €** d'aides qui ont été accordées en 2018 (15 091.53 € en 2017, 14 659.58 € en 2016, 11 500.25 € en 2015 et 12 707.68 € en 2014). Les demandes pour les factures d'électricité, gaz, eau représentent **92%** de ce montant (soit 8 331.52 euros).

Les autres demandes concernent les secours d'urgence (350 €) et les autres aides (420 € pour des aides aux assurances, l'achat d'un lit médicalisé, l'achat d'une poussette double...).

Aides accordées en 2018



En 2018, on observe **une baisse significative des aides attribuées par le CCAS**. Cette observation semble être partagée par l'ensemble des CCAS de l'Agglomération et même plus largement (information relevée de manière informelle suite à des échanges lors de rencontres entre directeurs CCAS mais également lors de réunions d'information ou de formation). Le rapport d'activité départemental n'étant pas encore publié, il n'est pas possible de se comparer à l'échelle du département.

Cette baisse s'explique en premier lieu par la diminution du nombre de demandes. Nous manquons de recul pour pouvoir expliquer et justifier ce phénomène : *des situations beaucoup plus précaires relevant du surendettement ? Une amélioration de la gestion du règlement des factures grâce aux chèques énergie ? Un travail de prévention sur la gestion budgétaire et les économies d'énergie qui commence à porter ses fruits ?*

A noter également du fait que les aides attribuées en décembre 2018 seront comptabilisées sur le budget de l'année 2019.

Le FSL a reversé au CCAS une **contribution aux frais de gestion de 445.85 €** en 2018 (795.01 en 2017 et 548,96 € en 2016).

Au printemps 2018, l'Etat a mis en place **les Chèques Energie** qui remplace les tarifs sociaux d'énergie. Ils sont attribués sous condition de ressources sans aucunes démarches préalables à accomplir. Ils permettent de payer des factures pour tout type d'énergie du logement mais également de financer des petits travaux pour limiter la consommation énergétique du domicile.

Le rôle du CCAS a donc été d'informer les usagers de l'existence de ce nouveau droit, répondre aux nombreuses questions des bénéficiaires et les accompagner dans l'utilisation de ce chèque.

Pour finir, en 2019, le chèque énergie sera augmenté de 50 € et bénéficiera à 2,2 millions de foyers supplémentaires, soit une aide pour près de 5,8 millions de ménages.

4. L'accompagnement social et budgétaire

Le conseil ponctuel

C'est une action d'information ou de conseil pour une demande précise, formulée par l'utilisateur. Les entretiens, dans le cadre des demandes d'aides FSL- Energie Eau, permettent d'avoir une vision globale de la situation et ainsi apporter une aide et des conseils ponctuels sur :

- Les économies d'énergie
- Les droits en matière de santé (mutuelle, remboursement de soins etc.)
- Le budget
- L'éligibilité à certaines aides : CAF, demande de dégrèvement taxe d'habitation, tarifs sociaux d'énergie (TPN, TSS), RSA, Prime d'activité...
- Le logement

L'accompagnement social

En parallèle de l'instruction des demandes d'aides financières et des conseils ponctuels, le service social mène des **accompagnements sociaux individuels** pour aider les personnes à restaurer leur autonomie, favoriser leur épanouissement et, selon leur âge et leur situation, faciliter leur insertion sociale : accompagnement dans la procédure de surendettement, accompagnement budgétaire, accompagnement vers le soin, accès aux droits sociaux etc.

L'action du service est parfois de voir au-delà de la demande ponctuelle afin de permettre une amélioration à long terme de la situation de certains usagers.

Plusieurs accompagnements budgétaires ont été menés en 2018 par la Conseillère ESF. Les difficultés financières semblent toucher de plus en plus de ménages bénéficiant de ressources suffisantes et se trouvant de ce fait au-dessus des plafonds d'attribution d'aide (retraités, salariés etc.). Des choix budgétaires inadaptés, des problématiques familiales ou de santé déstabilisent leur budget et les amènent à solliciter le service social.

Le travail en lien

Avec les partenaires institutionnels

- Les assistantes sociales de secteur (département) : mise en place en 2017 de réunion tous les deux ou trois mois afin d'échanger sur les accompagnements en commun. Les échanges par téléphone et mail sont également très réguliers.
- Les assistantes sociales du CHBA et de l'EPSM.

Ces liens permettent une cohérence dans l'accompagnement social et budgétaire des familles. Il permet également d'échanger sur le positionnement professionnel à l'égard de différentes situations. Des rencontres tripartites (CESF, Assistant social et usager) sont proposées aux usagers afin de mieux définir les objectifs visés en accord avec les missions de chacun.

- Les organismes de sécurité sociale (CAF, MSA, CARSAT, CPAM...). Cependant, il est de plus en plus difficile de maintenir le travail en partenariat du fait de l'absence d'interlocuteurs privilégiés au profit des plateformes téléphoniques.

▪ Les associations

Les associations caritatives de secteur et notamment Saint-Vincent de Paul et le Secours Catholique. Mais aussi plus ponctuellement d'autres associations : Croix Rouge Française, Ligue contre le cancer, restos du cœur, secours populaire.

D'autres orientations ont été effectuées vers l'ASCEAP, l'AMISEP, Le CIDFF, Familles Rurales, Habitat et Humanisme, La Maison du Droit, Le foyer La Tilma, Vannes Relais ...

Les missions des différentes associations sont complémentaires à celles du CCAS et permettent d'élaborer un plan d'action personnalisé avec un soutien alimentaire, financier, logistique et juridique.

5. Les actions collectives et manifestations

■ Le Festival des solidarités

En 2018, Le Collectif SSI des pays de Vannes et d'Auray a organisé la onzième édition locale du Festival des solidarités, du 16 novembre au 2 décembre. Le festival a permis de rassembler environ 2400 personnes (un millier de plus qu'en 2017) lors de 23 événements repartis géographiquement entre Auray et les communes de l'agglomération de Golfe du Morbihan – Vannes Agglomération sur l'axe thématique de l'accueil des migrants.

Plusieurs manifestations se sont déroulées sur la commune de Saint-Avé :

- Mise en place d'une exposition photo « expérience migrants » de Monsieur Jean-Roch Martin dans le hall du Dôme et dans la médiathèque,
- Présentation du retour d'expérience d'étudiants Avéens de leurs voyages humanitaires à l'Auditorium du Dôme,
- Diffusion au Dôme également du documentaire « bienvenue Mister Chang »,
- Clôture du festival par la soirée « saveurs et musiques du monde » organisée à l'espace Jean Le Gac. Cette soirée a été précédée d'un atelier culinaire interculturel à la salle du Calvaire.

Cette dernière action a permis la rencontre entre les familles, les jeunes migrants et les habitants autour de plats préparés le matin lors de l'atelier culinaire interculturel et ceux apportés par les visiteurs. Environ 200 personnes étaient présentes et ont pu échanger et partager des saveurs, musiques et danses.

Cependant, faute de ressources humaines suffisantes le collectif a annoncé sa dissolution suite à l'assemblée générale extraordinaire du 12 mars 2019.

■ Opération « Les Tables de Noël » :

Pour les fêtes de 2018, le CCAS a eu la possibilité, grâce à l'association Les Bouffons de la Cuisine, d'offrir gracieusement un repas festif et de qualité aux personnes n'ayant pas les moyens ou l'occasion de célébrer les fêtes de fin d'année.

Le repas a été préparé et offert par les chefs cuisiniers de l'association avec l'aide des élèves du restaurant d'application du lycée Jean-Guéhenno pour le service. Le CCAS a mis à disposition la salle Jean Le Gac, les décorations, l'animation musicale et a participé à l'organisation du repas.

Les associations Saint-Vincent de Paul, le Secours catholique, le Secours Populaire et le CCAS ont distribués une centaine d'invitations. 93 personnes étaient présentes au repas du 10 janvier, ce moment a permis aux bénéficiaires d'échanger et de partager un moment convivial autour d'un repas de grands chefs (David Kiburse, Vincent David, Alain Chartier etc.).

■ La collecte nationale de la Banque Alimentaire

Comme chaque année, le CCAS a organisé avec la Banque Alimentaire, la collecte nationale 2018 sur la commune.

Les associations du secteur (Familles Rurales, le Secours Catholique, la Société Saint-Vincent de Paul et l'Epicerie solidaire de Monterblanc), les habitants, les élus municipaux, la Maison des Jeunes ainsi que les scouts de Saint-Avé ont participé comme bénévoles à la collecte 2018.

Cette mobilisation a permis de récolter 8796 kg de denrées ont été récoltées auprès des différents supermarchés de Saint-Avé soit 26% de plus qu'en 2017.

C. L'EMPLOI

Au 1^{er} septembre 2018, une partie des missions de l'espace emploi ont été transférées au service social. Le service accompagne désormais les demandeurs d'emplois dans la réalisation de leur CV et de leur lettre de motivation. Par le biais de la liste des emplois de proximité, il met également en lien les particuliers employeurs et les demandeurs d'emploi souhaitant effectuer diverses missions à domicile : aide à domicile, jardinage, garde d'enfants etc.

Les missions en lien avec les entreprises de Saint-Avé ont été transférées quant à elles, au service Action Economique.

EHPAD



CCAS de Saint-Avé

RAPPORT D'ACTIVITE EHPAD



2018

SOMMAIRE

1. Activité de l'EHPAD 2018 « La résidence du Parc »

- 1.1 Répartition par tranche d'âge et sexe
- 1.2 Les mouvements
- 1.3 Nombre de journées réalisées en 2018
- 1.4 Nombre de journées réalisées par gir
- 1.5 Evolution du GMP
- 1.6 Les hospitalisations en 2018
- 1.7 La population hébergée en accueil temporaire
- 1.8 La population hébergée en accueil de jour
- 1.9 Le PASA (Pôle d'Activité et de Soins Adaptés)

2. Section de fonctionnement

- 2.1 Des postes de dépense davantage contenues
- 2.2 Des recettes en augmentation
- 2.3 Affectation des résultats

3. Section d'investissement

1. ACTIVITE DE L'EHPAD « RESIDENCE DU PARC »

Créée en 1991, la « Résidence du Parc » était initialement un foyer-logement, devenu EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) en 2007. La résidence dispose d'une capacité d'accueil de 65 places réparties comme suit :

- 63 places d'hébergement permanent (40 logements de type T1 de 24 m2 et 20 logements de type T1 bis de 34 m2 loués non meublés).
- 2 places d'hébergement temporaire (2 appartements meublés loués pour une durée de 15 jours à 3 mois).
- Un accueil de jour de 7 places le jeudi pour des personnes désorientées vivant à domicile.

1.1 Répartition par tranche d'âge et par sexe

Au 31 décembre 2018, l'EHPAD Résidence du Parc comptait 62 résidents permanents dont deux couples.

- 45 femmes, soit 72 %
- 17 hommes, soit 28%

Au 31 décembre 2018, la moyenne d'âge était de 90 ans et 2 mois pour les femmes et 86 ans et 4 mois pour les hommes.

1.2 Les mouvements

En 2018 il y a eu 14 sorties dans l'établissement (14 sorties en 2017).

Parallèlement, 17 personnes ont été accueillies :

- 12 personnes originaires de Saint-Avé
- 1 personne originaire de Vannes
- 1 personne venant d'un département extérieur
- 3 personnes venant de communes limitrophes

La moyenne d'âge des personnes accueillies en 2018 est de 85,5 ans.

Âge moyen depuis 2013	
2011	86 ans
2012	86 ans
2013	85 ans
2014	85 ans
2015	87 ans
2016	88 ans
2017	89.5 ans
2018	85.5 ans

1.3 Le nombre de journées réalisées en 2018

Type d'hébergement	Capacité en lits de l'établissement	Nb journées réalisées			
		2015	2016	2017	2018
Permanent	63	21956	22105	21629	21752
Temporaire	2	408	577	646	590
Accueil de jour	1	46.5	39	52	0

Comparaison des taux d'occupation de 2013 à 2018 en hébergement permanent :

ANNEES	JOURNEES PROPOSEES (objectif CD56)	JOURNEES REALISEES	TAUX DE REALISATION	TAUX D'OCCUPATION (capacité maximale = 22 995 journées en 2018)
2013	22 100	21 816	98,71 %	94,87 %
2014	22 100	22 007	99.58 %	95.70 %
2015	22 100	21 956	99.35 %	95.48 %
2016	22 305	22 105	99.10 %	95.86%
2017	22072	21629	97.9%	94.05%
2018	22 072	21 752	98.5 %	94.6%

Le taux de réalisation indique le niveau de remplissage de la structure atteint par rapport à l'objectif fixé par le Département.

Le taux d'occupation indique le niveau de remplissage de la structure atteint par rapport à la capacité maximale annuelle d'accueil (22 995 journées)

1.4 Le nombre de journées réalisées par GIR en 2018

Les groupes iso-ressources (GIR) permettent de classer les personnes en fonction des différents stades de perte d'autonomie.

Ils sont au nombre de six. Le GIR 1 correspond aux personnes les plus dépendantes ; le GIR 6 correspond aux personnes autonomes.

Le classement dans un GIR s'effectue en fonction des données recueillies par une équipe médico-sociale à l'aide de la **grille Aggir** (Autonomie gérontologie-groupe iso-ressources) qui permet de pondérer différentes variables (par exemple : la cohérence, l'orientation, la toilette, la communication).

Le GIR Moyen Pondéré (GMP) correspond à la moyenne de la dépendance de l'établissement, calculé à partir de la somme des grilles AGGIR de tous les résidents du collectif, indexé à un coefficient multiplicateur propre à chaque GIR (1, 2, 3, 4, 5, 6).

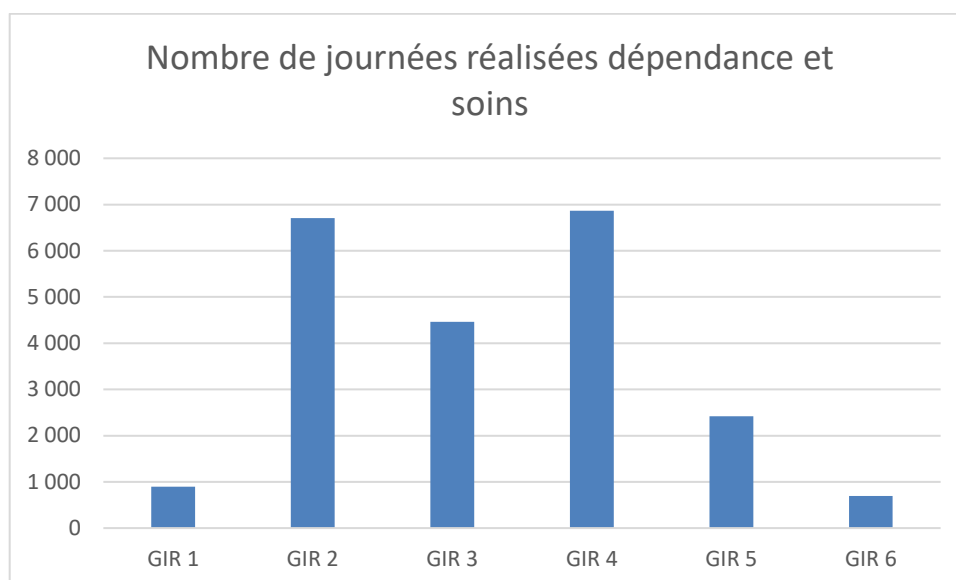
Le Pathos Moyen Pondéré (PMP) est un indicateur global de charge en soins en lien avec l'ensemble des pathologies de la population accueillie à un temps T.

Point d'attention : ne sont pas pris en compte les hébergements temporaires et l'accueil de jour.

Le nombre total de journées GIR réalisées est de **22 040** représentant 95.8 %.des journées dépendance et soins (journées d'hébergement moins les hospitalisations).

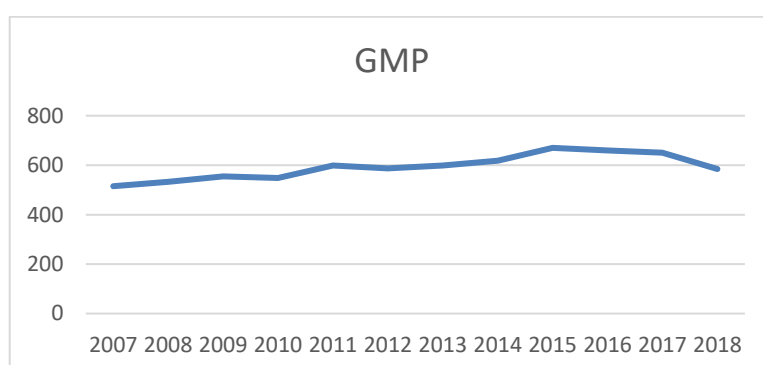
L'année 2018 enregistre 196 journées d'hospitalisation.

Dépendance/soins	GIR 1	GIR 2	GIR 3	GIR 4	GIR 5	GIR 6	Total journées dépendance (GIR)
Nombre de journées réalisées	895	6704	4465	6865	2419	692	22 040



1.5 Evolution du GMP

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
GMP	515	533	555	548	599	587	599	618	670	659	650	585



L'incidence des indicateurs GMP et PATHOS Moyen Pondéré sur les dotations

Le GMP traduit la charge de travail en matière de soins de base ou de dépendance tandis que le PMP exprime la part des soins médicaux et paramédicaux. Ces deux indicateurs servent de référence pour l'attribution des dotations dépendance et soins.

Pour le calcul de la dotation dépendance, le département a retenu un GMP de référence de 608 en 2013 non réévalué depuis.

En décembre 2018, le GMP calculé par la direction de l'EHPAD est de 585.

Il existe, comme les 3 dernières années par conséquent un décalage important entre le niveau de l'aide allouée au titre de la dépendance et les besoins réels requis par le public accueilli.

L'indicateur du Pathos Moyen Pondéré de l'établissement a été arrêté par l'Agence Régionale de Santé en novembre 2013 à 147 et sert de référence pour la dotation soins (moyenne nationale : 140 ; moyenne départementale : 120). Depuis 2013, il n'a pas été calculé.

1.6 Les hospitalisations des résidents en 2018

En 2018, la résidence a enregistré 196 journées d'hospitalisation (218 en 2017) pour 19 personnes (14 femmes et 5 hommes).

La baisse des hospitalisations se maintient en 2018. Les hospitalisations restent moins fréquentes.

Cette baisse peut s'expliquer, entre autres, par une politique de santé demandant aux établissement médico-sociaux d'éviter au maximum les hospitalisations, pour ne pas encombrer le service des urgences et de faire appel davantage aux services médicaux extérieurs (SOS Médecins).

Enfin, trois autre raisons identiques à l'année 2017, expliquent cette baisse des hospitalisations :

- Une politique d'accompagnement de fin de vie est mise en place à l'EHPAD. Celle-ci tient compte de la demande des résidents et de leur famille, et de leur souhait d'être accompagnés jusqu'à la fin dans l'établissement,
- L'augmentation de l'activité ambulatoire des milieux hospitaliers,
- Un manque de place de la filière gériatrique peut nécessiter la mise en place de l'HAD (Hospitalisation à domicile) en établissement, permettant un accompagnement de fin de vie, et le suivi et la mise en place de soins techniques nécessaires.

1.7 La population hébergée en accueil temporaire

2 studios sont dédiés à l'accueil temporaire, pour une durée pouvant varier de 5 jours à 3 mois.

En 2018, 15 personnes ont bénéficié d'un hébergement temporaire pour un total de 590 journées réparties sur les 2 hébergements dédiés à cet effet.

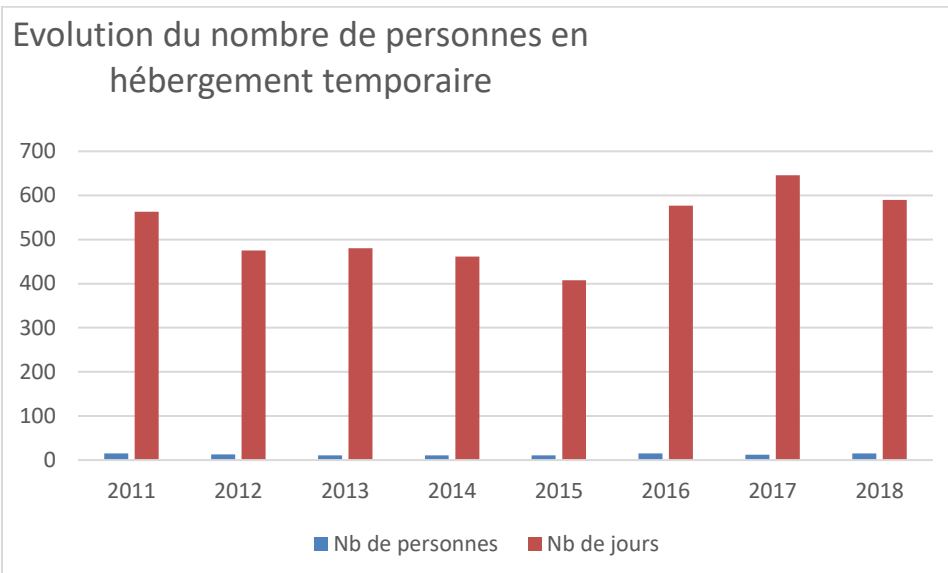
La moyenne d'âge des personnes accueillies est de 84,5 ans, la durée moyenne de séjour est de 39.33 jours.

Evolution du nombre de personnes accueillies en hébergement temporaire :

ANNEE	Nb de personnes	Nb de jours	Durée moyenne du séjour	Taux d'occupation (capacité maximale de 730)
2011	15	563	37,53	77%
2012	13	475	36,53	65%
2013	11	480	43,18	66%
2014	11	461	41.91	63%
2015	11	408	37,09	56%
2016	15	577	38.46	79.04%
2017	12	646	46.14	88,4%
2018	15	590	39.33	80.8%

L'origine géographique des personnes accueillies en hébergement temporaire est variée. En 2018, on recense :

- 4 personnes de Saint-Avé,
- 4 personnes de Vannes,
- 7 personnes venant des communes environnantes (Lorient, Molac, Surzur, Locminé, Brech, Sarzeau, Séné).



1.8 La population hébergée en accueil de jour

L'accueil de jour fonctionne le jeudi et peut accueillir simultanément 7 personnes désorientées vivant à domicile. Ce dispositif permet de soulager les aidants et permet un accueil adapté.

En 2018, l'accueil de jour n'a pas été fréquenté (52 en 2017).

Les élus sont conscients de cette problématique, et souhaitent mener une réflexion concernant la pérennité de ce dispositif dans le cadre de la mise en place du CPOM en 2019, mais aussi dans la construction d'un nouvel EHPAD.

ANNEE	Nb de personnes	Nb de jours	Taux d'occupation (capacité maximale 364 jours)
2011	10	245,5	67%
2012	9	196	54%
2013	7	74	20%
2014	4	84	23%
2015	3	46,5	13%
2016	2	39	10.7%
2017	3	52	14.2%
2018	0	0	

1.9 Le Pôle d'Activités de Soins Adaptés

Le Pôle d'Activités de Soins Adaptés est ouvert depuis mai 2012. Il permet d'accompagner jusqu'à 12 résidents de la structure, atteints de troubles cognitifs. Cet accompagnement se fait 5 jours sur 7, dans un lieu dédié au sein duquel sont notamment servis les repas.

Accueillis sur la base du volontariat, après une évaluation cognitive effectuée par la psychologue ou le médecin coordonnateur, les résidents sont accompagnés par deux assistantes de soins en gériatrie ayant suivi une formation adéquate.

La psychologue et l'animatrice interviennent de manière ponctuelle auprès des résidents pour des ateliers tels le groupe de paroles, la musicothérapie ou les ateliers mémoire.

Les objectifs de ces ateliers sont de maintenir les acquis, de préserver l'autonomie et de favoriser le bien-être des résidents.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Journées réalisées PASA	1064	1240	1161	1888	2049	1690	1760

Plusieurs actions sont menées :

Ouverture sur l'extérieur :

- La médiathèque de Séné
- Une sortie en bord de mer (Séné)
- Une sortie au Mac Donald
- Une visite du Salon du Chocolat, à Vannes
- Une participation à une messe extérieure
- Une sortie à Saint-Jean Brévelay

Des actions partenariales :

- 6 animations intergénérationnelles (l'Ilot Calin, l'école maternelle de Notre Dame de Saint-Avé, et le centre de loisirs « L'albatros »).
- 2 visites inter-PASA avec l'EH PAD de Beupré Lalande
- Une conférence sur les bienfaits des plantes médicinales et dégustations de tisanes et des plantes avec la pharmacie Grenier de Saint-Avé

Un travail interéquipe avec le service animation

- Le chant choral
- La fête mensuelle des anniversaires
- Une sortie pour participer à la messe de la Chapelle du Loch
- L'animation du loto, quizz culturel, et les fêtes mensuelles d'anniversaire

Animation en plein air

L'été, la terrasse et le jardin sont très appréciés. Des jeux de quilles, de boules, y sont organisés.

2. SECTIONS DE FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice 2018, le résultat net comptable affiche un excédent de 15 733.37 €. Ce résultat excédentaire s'explique par les raisons suivantes :

- Certains postes de dépenses demeurent relativement contenus, et poursuivent leur baisse, d'une manière identique à l'exercice 2017
- Une légère augmentation du taux d'occupation d'hébergement permanent (+0.55%)
- L'augmentation tarifaire
- Un versement du forfait global dépendance complémentaire versé par le Conseil Départemental de 27 986.48 € afin d'apurer le déficit de la section Dépendance de l'exercice budgétaire de 2017.

2.1. Des postes de dépenses davantage contenus

De manière générale, les dépenses dans le groupe 1 et 3 ont été contenues.

Le groupe 2 reste un élément préoccupant et l'augmentation des arrêts maladie fragilise les dépenses du personnel (4300 jours d'absence au titre de la maladie en 2018). L'étude sur les risques psychosociaux engagée par la collectivité fin 2018 pourra peut-être apporter des éléments de réponse.

Aussi, conscient de l'augmentation des arrêts maladie, l'établissement a mené des temps de formation en interne « gestes et postures » auprès de l'ensemble des services.

Groupe 1

Dans le groupe 1 « exploitation courante », nous pouvons noter une baisse ou un maintien des dépenses des postes suivants : - **23 314.63 €**.

■ Le compte 60622 « Produits d'entretien » : - 5912.15 €

Les efforts se poursuivent pour maintenir ce poste de dépense. De plus, l'installation de centrales de produits d'entretien a permis de rationaliser l'utilisation des produits.

■ Le compte 60621 « Couche-alèses » : - 1786.78 €

Depuis 2016, le changement de fournisseur, et la réflexion menée sur les protocoles de change permettent de maintenir les dépenses. De plus, la baisse du GMP (585) vient également expliquer cette baisse.

■ Le compte 6066 « Fournitures médicales » (gants de toilettes jetables, dispositifs médicaux, compléments alimentaires) : -6849.91 €.

La baisse de ce poste s'explique par une gestion plus efficiente des commandes, tout en maintenant un service de qualité aux résidents.

■ Le compte 6282 « Prestations d'alimentation à l'extérieur » : - **6101.11 €**

La baisse de ce poste se maintient. La responsabilisation des équipes, et notamment le travail mené par la responsable logistique permettent une gestion adaptée aux entrées et sorties des résidents, et de commander les repas au plus près des besoins de la structure.

Groupe 2

Dans le groupe 2, les dépenses du personnel ont augmenté considérablement : + 182 187.72 €

On peut observer que le compte 6218, « autre personnel extérieur » :- 2465.32 €

Au total, on compte 4300 jours d'absence au titre de la maladie, dont 1871 jours pour le personnel aide-soignant et 1463 jours pour le personnel ASH.

Nombre de jours de maladie ordinaire	Nombre de jours en Maladie professionnelle	Nombre de jours pour maladie longue durée	Nombre de jours pour maternité et congé pathologique	Nombre de jours pour accident de service	Nombre de jours total d'absence au titre de la maladie
1495	982	1095	304	424	4300

La question des arrêts maladie reste préoccupante au sein de l'établissement. L'apparition des TMS auprès de certains agents aide-soignants est un facteur important impliquant des arrêts longs, et une reconnaissance des maladies professionnelles.

L'établissement est conscient de ces difficultés, et en 2018 des formations internes de gestes et postures ont été dispensées auprès de l'ensemble des équipes, afin de mener des actions de prévention, et prendre en considération ces risques liés à la manutention des personnes âgées.

Dans le cadre de la mise en place du CPOM, en 2019, la collectivité souhaitera développer la promotion de la qualité de vie au travail, en nommant par exemple, un agent de prévention au sein de la structure, et en proposant des formations PRAP (Prévention des Risques liés à l'Activité Physique).

Groupe 3

Certains postes ont diminué.

- Le compte 6132 « Locations immobilières » : -2758.1 €
- Le compte 61528 « Autres » : - 2217.42 €
En 2018, on compte 7 studios ont été repeints (8 en 2017).
- Le compte 61568 « Autres » :- 5774.11 €
En 2018, certains contrats de maintenance ont été renégociés, ce qui a permis une baisse conséquence de ce poste de dépenses
- Le compte 6165 « Responsabilité civile » : -3035.61 €
- Le compte 65513 « Autres impôts locaux » : -1025.84 €
- Le compte 673 « Titres annulés sur exercice antérieur » comprend des régularisations de facturations 2017 (remboursements d'aides sociales à des résidents) : + 9178.40 €.

2.2 Des recettes en augmentation

Produits à la charge de l'usager

L'augmentation tarifaire de 2018, dans la continuité de l'augmentation tarifaire de 2017, a permis d'appréhender plus sereinement les recettes : **+ 32 711.85 €**

De plus, le taux d'occupation d'hébergement a légèrement augmenté, il est de 94.6 % en 2018 (94.05% en 2017).

Produits à la charge du département

Le compte 753 212 : La dotation Dépendance a été revue à la hausse en 2018 par rapport au prévisionnel : **+39 667€.**

En 2018, le Conseil Départemental a versé 274 216.16 €. En 2017, il a versé 236 838.11 €.

Le compte 735121 « Produit à la charge de l'assurance maladie »

La dotation reste insuffisante pour faire face aux dépenses du personnel soignant.

En synthèse, le résultat de fonctionnement de l'exercice de l'année 2018 est positif : + 15 733.37 €. Cependant, le déficit cumulé dans la section Soins reste préoccupant.

La section Hébergement pour l'exercice 2018 est excédentaire : + 58 823.78 € en résultat cumulé

La section dépendance est déficitaire en 2018 est excédentaire +19 079.41 €
Cependant, le résultat cumulé est déficitaire : - 5 508.83 €, car il s'agit de reprendre le déficit de l'année 2017, soit
-24 588.24 €.

La section soins pour l'exercice 2018 reste déficitaire :

■ - 62 169.82 €

Le résultat cumulé reste très préoccupant : - 91 934.45 €

2.3 Affectation des résultats de fonctionnement de l'exercice 2018 par section tarifaire

HEBERGEMENT

Section de fonctionnement	EUROS
Résultat de l'exercice 2018 (excédent)	58 823,78

Il est proposé d'affecter l'excédent pour 30 000 € en financement des investissements (compte 10686) et le solde soit 28 823,78 € en réserve de compensation.

DEPENDANCE

Section de fonctionnement	EUROS
Résultat de l'exercice 2018	- 5 508,83

Il est proposé d'affecter le déficit soit 5 508,83 € en report à nouveau déficitaire sur 2019, la réserve de compensation étant nulle.

SOINS

Section de fonctionnement	EUROS
Résultat de l'exercice 2018	- 91 934,45

Il est proposé d'affecter le déficit 2018 de 91 934,45€ en report à nouveau déficitaire, la réserve de compensation étant nulle.

3. SECTION D'INVESTISSEMENT

Le coût des investissements en 2018 (38 889.84 €):

Renouvellement du matériel

- Achat assiettes, bouilloire électrique, sèche cheveux, serviettes de tables
- Achat d'une fontaine à eau pour le salon des familles
- Achat de tabliers de cuisine, de linge de maison
- Achat d'un lave linge
- Achat d'une armoire froide

Amélioration des conditions matérielles des agents

- 1 climatiseur mobile pour l'espace lingerie
- 2 chariots de ménage ergonomiques

Sécurité de l'établissement

- Mise en place d'un nouveau système d'appels malades
- Remplacement d1/3 des détecteurs

Amélioration du confort des résidents

- Achat de matériel décoratif pour le salon des résidents et le salon des familles
- Achat de nouveaux meubles pour les 2 hébergements temporaires

Matériel d'ergothérapie (coussin de positionnement, chaise de douche)



SAINT-AVÉ

Ville de **Saint-Avé**

RAPPORT D'ACTIVITE PETITE ENFANCE



2018

I. LE RELAIS ASSISTANTES MATERNELLES

A. PREAMBULE

Le Relais Assistantes Maternelles (RAM) est ouvert depuis mai 1999.

2018 a été l'aboutissement d'un projet mûri depuis plusieurs années se concrétisant par l'achèvement des travaux d'agrandissement du RAM.

En septembre 2018, le service a intégré de nouveaux locaux permettant d'améliorer la qualité d'accueil des usagers tant sur un plan administratif que pour les temps collectifs proposés aux assistants maternels.

Ces locaux sont situés au sein de la maison de l'enfance et mutualisés avec le LAEP (Lieu d'Accueil Enfants Parents). L'ensemble des services petite enfance du territoire est centralisé dans ce pôle petite enfance.

B. INFORMATION / ELEMENTS CHIFFRES

Le Relais Assistantes Maternelles est le premier lieu d'informations pour les parents en recherche d'un mode d'accueil pour leur jeune enfant. L'animatrice informe sur les différentes possibilités d'accueil existantes sur le territoire :

- accueil collectif* : présentation du fonctionnement général et modalités d'accueil, prise des préinscriptions
- accueil individuel* : chez une assistante maternelle ou au domicile parental pour les gardes à domicile.

Le RAM accompagne les familles dans la définition de leurs besoins et ouvre la réflexion sur les complémentarités d'accueil si nécessaire. Une information sur les démarches administratives et contractuelles en qualité d'employeur (dans le cas de l'accueil individuel) est proposée. A la demande, une simulation de coût peut être faite : aide de la Caf, cesu, déduction fiscale sont abordées.

* Accueil collectif :

Au titre de ce premier accueil, le RAM a enregistré 62 demandes de préinscriptions pour le multi accueil.

Par ailleurs :

- 4 enfants ont été accueillis pendant le 2^{ème} module de formation obligatoire des assistantes maternelles,
- 18 ont bénéficié d'un accueil d'urgence ou dépannage (maladie ou indisponibilité de l'assistante maternelle, vacances en décalé),
- 7 avaient un complément d'accueil avec un contrat (le mercredi).

* Accueil individuel :

- 72 assistantes maternelles sont agréées (fin décembre 2018) à Saint Avé,
- 64 sont actives et proposent 257 places d'accueil.

	01/12/17	01/12/18
Nombre AM agréées PMI	82	74
Nombre de places agréées	278	257
Nb agrément à 4	45 (54,88%)	42 (56,76%)
Nb agrément à 3	26 (31,71%)	26 (35,13%)
Nb agrément à 2	9(10,97%)	5(6,75%)

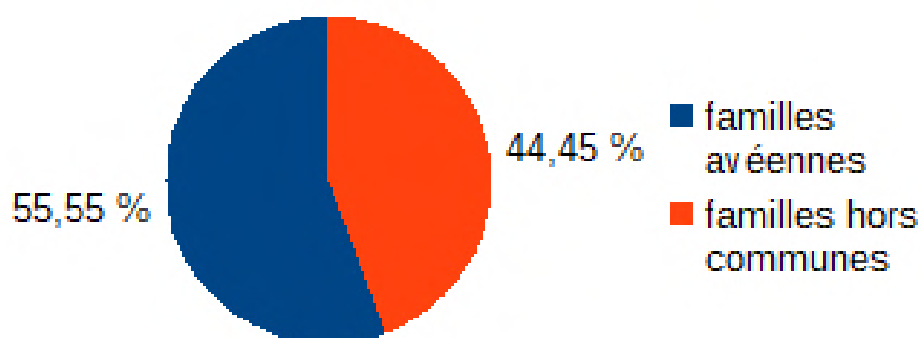
Nb agrément à 1	2(2,44%)	1(1,36%)
Nombre AM agréées actives	65	64
Nombre de places actives	233	227
Nb agrément à 4	40 (61,53%)	39 (60,93%)
Nb agrément à 3	23 (35,38%)	21 (32,82%)
Nb agrément à 2	2(3,07%)	4 (6,25%)
Nb agrément à 1	0	0

Comme sur de nombreux territoires, le nombre d'assistantes maternelles agréées baisse chaque année. Toutefois, cette année, on observe que le nombre d'assistantes maternelles actives restent relativement stable. Le taux entre les assistantas maternelles agréées et actives est de 86.48%. Les agréments à 3 ou 4 représentent près de 94% des assistantes maternelles actives.

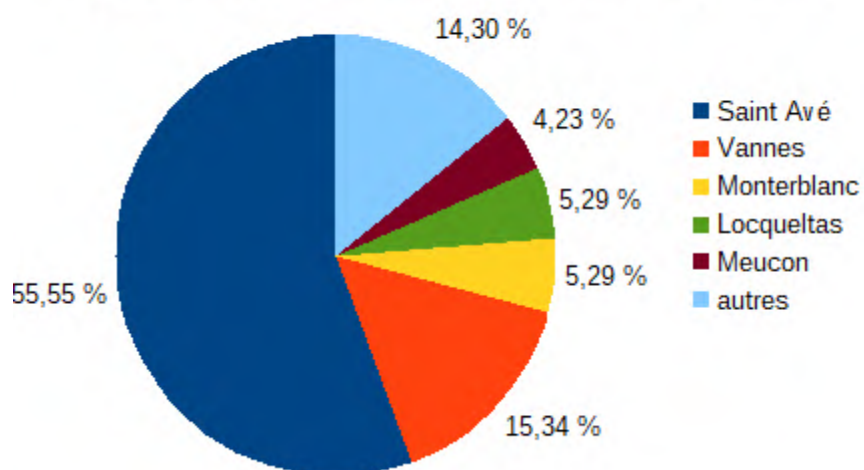
2 personnes ont été agréées en 2018.

La moyenne d'âge des assistantes maternelles actives approchent les 50 ans.

Fin décembre, 189 enfants étaient accueillis chez les assistantes maternelles :



Répartition des communes de résidence des familles



Offre d'accueil / Analyse :

Les familles trouvent généralement une réponse à leur besoin d'accueil sur la commune. Celle-ci ne correspond pas toujours à leur premier choix, en particulier pour les familles souhaitant vivement un accueil collectif au départ. Si elles observent un refus à leur demande, elles peuvent trouver un accueil auprès des assistantes maternelles du secteur.

Les quelques familles ayant des difficultés à trouver une réponse sont celles ayant un besoin sur des horaires atypiques, le samedi ou proposant un contrat avec peu d'heures par semaine.

Les assistantes maternelles précisent aussi cette année qu'elles sont de plus en plus souvent sollicitées par des familles qui ont fait leur recherche d'accueil sur des sites comme « nounoutop » ou « top nounou ». Dans ce cas, majoritairement, elles invitent les parents à contacter le relais pour qu'ils aient les informations contractuelles.

C. ANIMATIONS / TEMPS COLLECTIFS / ACCOMPAGNEMENT A LA PROFESSIONNALISATION

1) Temps collectifs

4 séances hebdomadaires sont proposées. Les assistantes maternelles s'inscrivent pour une séance par semaine. Un lien pour leur inscription sur Doodle leur est envoyé tous les 15 jours. Toutes les assistantes maternelles participant sont informatisées. 1 seule sollicite une inscription par téléphone.

47 assistantes maternelles ont participé en 2018 représentant 73.43% des assistantes maternelles en exercice. Ce taux est assez important comparé à d'autres relais.

184 enfants différents ont bénéficié des infrastructures et activités proposées.

2) Séances médiathèque

Depuis de nombreuses années, la médiathèque propose des séances d'animation spécifiques aux assistantes maternelles. 5 à 6 assistantes maternelles sont accueillies par séance.

27 séances ont été proposées cette année. 32 assistantes maternelles et 109 enfants différents y ont assistés.

Les assistantes maternelles peuvent également disposer d'une carte de prêt « professionnelle ». 18 cartes sont actives totalisant 464 prêts sur l'année. La baisse du nombre de cartes actives s'explique par la diminution du nombre d'assistantes maternelles en activité.

3) Regroupements / temps festifs

- séance de regroupement en juillet : tous les groupes sont réunis en extérieur pour un goûter en fin d'année scolaire. Ce rassemblement a lieu sur l'aire de jeux des 3-5 ans à l'albatros. Une trentaine d'assistantes maternelles y ont participé.
- spectacle de fin d'année mutualisé avec le multi accueil et le LAEP. Cette année, la compagnie du « théâtre de Zéphyrin » a réuni sur 2 séances 31 assistantes maternelles et 83 enfants
- A titre exceptionnel, 8 assistantes maternelles et une vingtaine d'enfants ont assisté à une représentation au Dôme d'un spectacle jeune public en phase finale d'élaboration. La majorité des participantes adultes est prête à renouveler cette expérience.

4) Accompagnement à la professionnalisation

Le relais a pour mission d'accompagner la professionnalisation des assistantes maternelles afin d'améliorer la qualité de l'accueil au domicile. Ceci se fait par le biais des temps collectifs mais également par des

actions proposées en dehors de la présence des enfants : conférences ou réunions d'informations, accompagnement formation continue.

a) Conférences

Depuis plusieurs années, afin d'étoffer l'offre et parce que les mobilisations des professionnelles sont plus difficiles, les relais du secteur mutualisent ces réunions d'informations.

/// A Saint-Avé

- conférence / ateliers « Do In » intervenant « association l'éveil des 2 mains » (juin 2018),
- réunion : organisation et fonctionnement dans les nouveaux locaux du RAM (septembre 18),
- information sur « prévention des plagio encéphalies, intervenant association APB (décembre 18).

/// Hors communes

- information Ircem « régime de prévoyance et de retraite » Baden (novembre 18),
- conférence « Agressivité du jeune enfant » (novembre 18).

b) Formation continue

12 assistantes maternelles ont suivi un module de formation continue.

Les modules suivis sont :

- ///** travailler en Maison d'Assistants Maternels,
- ///** droits et devoirs dans l'exercice de son métier,
- ///** contes et histoires à raconter.

Actuellement, les assistantes maternelles vont en formation le samedi quand elles n'ont pas d'accueil. Une réflexion est en cours afin de favoriser les départs en formation sur les temps d'accueil des enfants.

D. PARTENARIAT

1) Le partenariat local se poursuit :

1. avec le multi accueil :

- ///** dans le cadre de complémentarité d'accueil sur le territoire et d'informations aux familles,
- ///** mutualisation : d'actions (ex : spectacle de fin d'année), de matériel, de moyens (entretien des locaux), jardin (dans les nouveaux locaux).

2. avec l'ALSH :

- ///** mutualisation de locaux pour les temps collectifs du RAM. (jusqu'en juin 2018),
- ///** participation des animatrices du Ram « Fête vos jeux » et mise à disposition de matériel.

3. avec la médiathèque :

- ///** séances d'accueil proposées aux assistantes maternelles,
- ///** proposition de la « carte de prêt professionnel » qui permet aux assistantes maternelles d'emprunter livres et CD sur l'espace jeunesse,
- ///** le comité de lecture « éclats de lire » et l'édition de livret de sélection d'album jeunesse.

2) Le partenariat institutionnel

1. avec la CAF : financiers et dans l'accompagnement des projets de territoire.
2. avec les services de PMI : Les contacts avec la puéricultrice étaient réguliers pour le suivi des agréments. Il est aujourd'hui facilité pour les usagers avec la mise en place de la permanence de la PMI dans les locaux de la Maison de l'Enfance (1 matinée par semaine).

E. PARTIE IV : PERSPECTIVES

Le relais a intégré ses nouveaux locaux en septembre 2018. Cela va permettre de reprendre une réflexion sur une possibilité d'ouverture de temps collectifs sur une partie des vacances scolaires.

Nous arrivons également au terme de la précédente convention du RAM avec la CAF. Celle-ci fera donc l'objet d'un renouvellement pour 4 ans.

L'amélioration de la communication sur le relais assistantes maternelles et ses actions est aussi un axe de travail de l'année : nouvelle plaquette, page Facebook mutualisée, plaquette des sélections du comité de lecture à valoriser.

L'action prioritaire d'accompagnement des assistantes maternelles dans leur professionnalisation aura pour thème la motricité libre. Ce projet comporte un apport théorique et des ateliers pratiques.

Le relais participe également à la session d'information / sensibilisation au babysitting mis en place par la maison des jeunes.

II. LE LIEU D'ACCUEIL ENFANTS – PARENTS

A. PREAMBULE

Le Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) est ouvert depuis septembre 2008.

Coïncidant avec le 10ème anniversaire du service, l'accueil se fait depuis le mois de septembre dans un nouvel espace.

Ces locaux sont situés au sein de la maison de l'enfance et mutualisés avec le relais assistantes maternelles.

B. ELEMENTS CHIFFRES

1) Organisation

L'organisation initiale a été maintenue dans les nouveaux locaux. Deux ouvertures hebdomadaires sont proposées : le lundi de 14h à 17h et le jeudi de 9h à 12h en période scolaire. Les arrivées et les départs sont libres et s'échelonnent toute la matinée. La majorité des familles est présente entre 9h30 et 11H.

Deux accueillantes, professionnelles de la petite enfance, sont présentes lors de chaque séance et assurent le bon fonctionnement du service. Le binôme est fixe.

2) Fréquentation mensuelle moyenne en 2018

En 2018, 60 familles (62 en 2017) ont été accueillies dont 39 nouvelles. Un nombre d'enfants identique à l'année précédente a bénéficié du service soit 72 enfants dont 44 nouveaux.

On comptabilise cette année 8,08 enfants en moyenne par séance. La fréquentation est toujours plus importante le jeudi matin avec une moyenne de 10,60 enfants par séance.

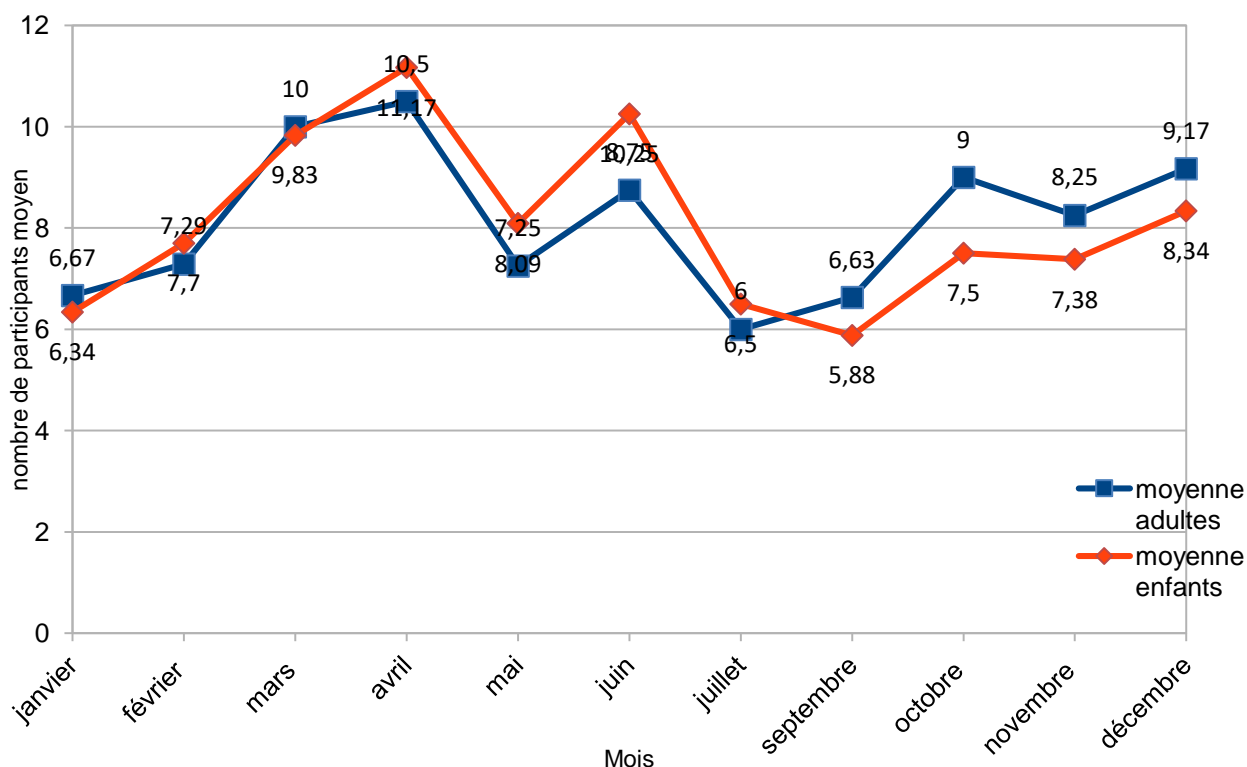
La courbe de fréquentation est sensiblement la même d'une année sur l'autre. On observe une hausse régulière des participations de janvier à juin (excepté la baisse de mai liée aux ponts). Puis la fréquentation baisse à la rentrée car un certain nombre d'enfants présents régulièrement aux séances entrent à l'école à cette période.

Près de 60 % des familles participant aux séances sont Avéennes. Cela représente une augmentation de près de 10 % par rapport à l'année précédente. Les familles extérieures sont originaires des communes de Meucon, Vannes, la Trinité Surzur, Séné, Monterblanc, Grandchamp, etc...

Dans l'année, 21 papas ont participé aux séances soit 3 de plus que l'année précédente. Majoritairement ils étaient en couple. 7 sont venus seuls avec leur enfant.

Nous avons également accueillis 6 grands-mères, 4 de manière occasionnelle, une accompagnant le parent à chaque séance et une autre est venue seule avec l'enfant pendant quelques séances quelques mois avant la scolarisation.

Moyenne de fréquentation LAEP 2018



C. ELEMENTS D'OBSERVATIONS

Les observations relatives à la fréquentation faites les années précédentes se sont renouvelées cette année. La plupart des familles ont une fréquentation régulière, hebdomadaire voire bi hebdomadaire pour au moins 5 d'entre elles.

Les enfants créent leurs repères dans les lieux, avec les autres enfants, les accueillantes, les autres adultes, les jeux et le matériel mis à disposition.

Régulièrement, les familles nous font part de l'intérêt qu'elles rencontrent à participer aux séances. Les motifs sont variés car ils concernent tant la diversité des échanges que le partage d'expériences qui permet de dédramatiser certaines situations et ouvre parfois la voie à d'autres pistes à explorer.

Ces rencontres permettent aussi aux parents d'observer leur enfant dans un autre contexte, de partager un moment privilégié dans un lieu spécifiquement aménagé. Les échanges ou observations rassurent parfois les parents par rapport au développement de leur propre enfant.

Pour un certain nombre d'enfants, cet espace est le premier lieu de rencontre avec des enfants de même tranche d'âge. L'enfant peut expérimenter les relations avec des pairs. Lors des premières participations, on observe que certains enfants ont du mal à se séparer du parent. Au fur et à mesure des séances, ces enfants prennent confiance et mettent peu à peu de la distance avec le parent pour explorer et partager avec les autres enfants. Cela se fait au rythme de chacun.

Des relations entre adultes se créent également pendant les séances et se poursuivent parfois en dehors.

Les familles se retrouvent pour partager une balade, un goûter ou une sortie. De l'entraide, du dépannage pour les gardes, des prêts, ou échanges de matériel se mettent en place entre les familles. Un des objectifs du LAEP, qui est de favoriser la création de lien social et de permettre aux familles de rompre l'isolement, trouve ici tout son sens.

Chaque année, nous constatons également que pour de nombreux enfants venant au LAEP, c'est une première étape de contact avec d'autres jeunes enfants dans un espace adapté. Cela peut être aussi une passerelle avant d'avoir un mode de garde collectif ou individuel et avant la reprise d'activité de la maman.

Le LAEP permet de prendre du temps et chacun évolue à son rythme.

D. THEMATIQUES ABORDEES LORS DES SEANCES

Chaque année, les échanges entre les familles et/ ou les accueillantes sont riches, nombreux et variés. Un certain nombre d'entre eux ont des thématiques récurrentes qui sont liées au développement de l'enfant, au rôle parental, aux relations dans la famille. Les échanges et le partage d'expériences contribuent à dédramatiser certaines situations et à conforter le parent dans sa « fonction parentale ».

Les sujets abordés dans l'année :

Questions autour du développement de l'enfant :

- L'alimentation : l'allaitement, le sevrage, la diversification alimentaire, l'alimentation bio, le refus de certains aliments (« comment les faire manger, les légumes, les morceaux, préparation industrielle ou faits maison, échanges de recettes, etc.), les fausses routes, atrophie du réflexe de déglutition...
- Le sommeil et troubles du sommeil, le co-dodo, difficultés d'endormissement, les rituels, les réveils nocturnes répétitifs, l'enfant doit-il dormir seul dans sa chambre ?, l'enfant dans la chambre des parents ...jusqu'à quel âge, les cauchemars, les terreurs nocturnes...
- les étapes du développement moteur : motricité, motricité libre, l'acquisition de la marche, « youpala », à partir de quel âge peut-on mettre des chaussures ?...
- l'acquisition de la propreté : âge, « méthodes », refus, pression familiale, comparaison avec d'autres enfants....
- La période d'opposition, les colères (comment les gérer), les « caprices ou les crises », les différences de comportement en présence parentale, les cris
- les émotions de l'enfant mais aussi de l'adulte.

Echanges divers :

- autour de la maternité : l'annonce de la grossesse, des échanges sur la grossesse, la dépression post-partum, le déni de grossesse, l'alimentation de la femme enceinte, le handicap...
- autour de la place dans la famille au sens large : la place du papa au quotidien et si absence du papa pour des raisons professionnelles ou séparation, la place des grands parents, confiance ou non, La place de l'enfant dans la sphère familiale: les relations dans la fratrie, la jalousie, familles recomposées, donner du temps à chacun, gestion d'une famille nombreuse, jalousie.
- les modes de garde : partage d'expériences si c'est un premier enfant ou non, entre assistantes maternelles et gardes à domicile ou accueil collectif...
- le congé parental et / ou la reprise d'activité professionnelle : inquiétudes (séparation, rythme, réorganisation familiale...) reconversion professionnelle, formation...
- l'isolement : suite à cessation d'activité, congé parental, mutation professionnelle du conjoint, changement de région, difficulté à créer du lien avec de jeunes enfants, plus facile quand l'enfant démarre l'école....
- l'épuisement parental : burn out, parent isolé,quel relais ?
- les séparations : divorce, organisation, garde alternée, pension alimentaire, déménagement...
- la scolarisation : (à partir de quel âge, les modalités, le rythme, le nombre d'enfants par classe...), les pédagogies alternatives, l'école à la maison, changement d'école
- le partage d'idées de sorties ou activité à faire avec les jeunes enfants.
- thématiques diverses : l'alcoolisme du conjoint, difficultés financières, les cadeaux, tétine, l'adoption, décès dans la famille (en parler ou pas, comment en parler)...

E. ANALYSE DE LA PRATIQUE / SUPERVISION

Les accueillantes bénéficient de 9 heures de supervision par an réparties en 6 séances d'1h30. Cette année, une nouvelle psychologue a animé ces temps de prise de recul et d'analyse de la pratique.

F. POINTS PARTICULIERS

En mai 2018, 5 familles du LAEP ont participé à une représentation du spectacle « traces » qui était en cours d'élaboration par la compagnie « nomorpa » en résidence au centre culturel Le Dôme.

La dernière séance avant la fermeture estivale s'est clôturée par un pique-nique. Ce temps festif et convivial a été partagé par 9 familles et 11 enfants. 5 frères et sœurs plus âgés nous ont rejoints sur la pause méridienne. Ainsi que 3 papas.

En fin d'année, un spectacle pour le jeune public est proposé aux enfants fréquentant les services petite enfance. Ces représentations sont également ouvertes aux familles venant au LAEP. 8 familles ont participé.

G. PERSPECTIVES

Pour l'année 2019, la réflexion amorcée sur l'ouverture du service pendant une partie des vacances scolaires va se concrétiser. Cette mise en œuvre va se faire par étapes. Pour cette première année, nous allons proposer une ouverture sur 2 semaines supplémentaires : une pendant les vacances de février, et une seconde en octobre (1ère semaine des vacances scolaires). Cette expérimentation se fera à moyen constant. Un bilan sera fait en fin d'année pour envisager la suite à donner à cette action.

Nous souhaiterions également développer le partenariat avec la médiathèque. En effet, celui-ci existe en ce qui concerne directement les enfants car nous empruntons des livres pour animer le coin lecture. Cela nous permet de compléter, diversifier et renouveler l'offre.

Nous réfléchissons depuis plusieurs années à des modalités d'emprunt d'ouvrages à destination des parents. Lors des séances, nous mettons à disposition des parents des livres pour consultation ou échangeons sur certaines parutions. Des familles ont émis le souhait de pouvoir emprunter ces livres. Le LAEP étant un lieu libre d'accès sans inscription ne nous semble pas convenir pour se charger de la gestion de ces prêts pour lesquels nous devrions collecter des informations (adresse, téléphone, noms,...). C'est la raison pour laquelle nous souhaitons mettre en place ce partenariat avec la médiathèque et mettre à disposition des familles une liste d'ouvrages à emprunter à la médiathèque.

III. LE MULTI-ACCUEIL « L'ILOT CALIN »

A. INTRODUCTION

1) Organisation

L'année 2018 a été une année de transition marquée par des travaux de rénovation et d'amélioration des locaux existants. Les travaux se sont déroulés jusqu'au mois de juillet en site occupé avec des aménagements des espaces.

L'objectif de ces travaux était d'améliorer les conditions d'accueil des enfants et les conditions de travail des professionnelles. De plus, 5 places supplémentaires ont été créées à partir du mois de septembre, dédiées prioritairement à l'accueil permanent.

La capacité d'accueil était donc de 40 places de janvier à septembre puis de 45 places de septembre à décembre. 35 places sont réservées pour les accueils réguliers, environ 10 places pour l'accueil occasionnel, 4 places pour les accueils d'urgence, 2 pour l'accueil d'enfants différents ou issus de familles en difficulté (bénéficiaires de minima sociaux.)

La structure est ouverte du lundi au vendredi selon les horaires suivants : 7h – 19h pour l'accueil régulier / 8h30 à 17h30 pour l'accueil occasionnel.

Le multi accueil a été fermé deux jours en période de fêtes de fin d'année et une journée en juin pour la journée pédagogique sur le thème suivant : « S'approprier des outils d'accompagnement au changement dans les services d'accueil de jeunes enfants ».

Un service minimum a été mis en place du 6 au 24 août. Durant cette période, la structure accueille 10-12 enfants, prioritairement ceux dont les parents travaillent. Les horaires d'ouverture sont alors : 8h – 18h. De même du 26 au 28 décembre pour l'accueil de 15 enfants maximum.

En 2018, la structure a donc été ouverte 249 jours et a accueilli 171 enfants.

B. L'ACTIVITE

1) Les heures facturées et réalisées

En 2018, le multi-accueil a été ouvert 249 jours, soit un potentiel théorique de 122 940 heures (en comptant 40 et 45 enfants sur l'amplitude horaire de 7h-19h et 12 enfants sur 10h pendant les périodes de service minimum).

Le nombre d'heures facturées aux familles en 2018 est de **79 611 heures** tout mode d'accueil confondu. Les heures réalisées sont de **69 966 heures**.

La différence entre les heures facturées et les heures réalisées s'explique par le fait qu'une présence est considérée réalisée lorsque l'enfant est physiquement présent dans la structure, alors que des heures peuvent être facturées sans la présence de l'enfant (ex : maladie, absence non prévue au contrat...).

Evolution des heures d'accueil depuis 2011 :

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Heures facturées	84630	78825	76131	78113	78139	77632	78249	79611
Heures réalisées	71484	70208	65165	65480	68966	68577	68945	69966

2) Comparaison et évolution des heures facturées et réalisées

Dans le tableau ci-dessous, les heures d'ouverture sont calculées sur les horaires d'ouverture de la structure : c'est-à-dire 40 ou 45 places de 7h à 19h, tout mode de garde confondu et 12 ou 15 places de 8h à 18h pendant les services minimums.

	janv	fev	mars	avril	mai	juin	juillet	aout	sept	oct	nov	dec	total
heures facturées	6110	6473	6759	6585	6308	6143	6808	5932	6663	7139	7131	7560	79611
tx de fréquentation	57.86%	67.43%	64.01%	68.59%	69.17%	58.17%	64.47%	65.04%	61.69%	57.48%	62.88%	73.79%	64.76%
heures réalisées	5672	6212	6371	5967	5158	5928	5785	3250	6411	7000	7077	5138	69966
tx de fréquentation	53.71%	64.71%	60.33%	62.16%	56.56%	56.14%	54.78%	35.64%	59.36%	56.36%	62.41%	59.06%	56.91%

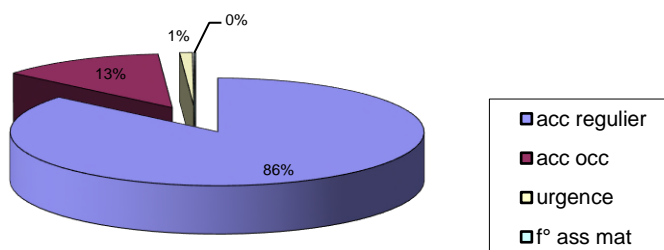
171 enfants différents ont été accueillis durant l'année 2018 :

- 71 en accueil régulier
- 84 en accueil occasionnel
- 20 en accueil urgence
- 4 dans le cadre de la formation des assistantes maternelles.

A noter que certains enfants cumulent plusieurs modes de garde sur l'année

3) Nombre d'heures facturées selon le mode de garde

répartition du nombre d'heures facturées par mode de garde



4) Répartition selon les régimes

2 enfants relèvent du régime social agricole, soit 122 heures facturées dont 113 heures réalisées.

C. LES DIFFERENTS MODES D'ACCUEIL

1) L'accueil régulier

30 places jusque fin août étaient réservées aux familles avéennes ayant effectué une pré-inscription et confirmation mensuelle. A partir du 1^{er} septembre la capacité d'accueil est augmentée de 5 places.

Les parents sont liés par un contrat, établi en fonction des besoins des familles ; il précise la durée du contrat, l'amplitude journalière d'accueil, le nombre d'heures d'accueil sur la période, le nombre d'absences déduites sur la durée du contrat, ainsi que le nombre d'heures facturées par mois selon le tarif en vigueur. A savoir qu'il n'y a pas de limite dans le nombre d'absences à déduire (certaines familles peuvent ainsi déduire jusque 15 semaines sur un an).

Une mensualisation permet aux familles d'avoir une régularité des dépenses sur l'année.

Ce contrat est renouvelé chaque année au mois de janvier. Le tarif est calculé en fonction des ressources des familles connues par l'intermédiaire de CAF PRO.

En 2018, **71** contrats ont été signés avec les familles dont 7 en plannings et horaires variables.

23 enfants sont présents le mercredi en complément de l'accueil chez une assistante maternelle ou en complément de l'école.

Le nombre d'heures facturées est de **68547**.

Le nombre d'heures réalisées est de **60058**.

Quelques difficultés rencontrées

- Les parents n'ont pas de limite dans la déduction du nombre de semaines d'absences, de ce fait certaines semaines ne peuvent pas être compensées.
- L'amplitude horaire des contrats est parfois réduite avec impossibilité de compensation d'accueil
- Plusieurs enfants sont présents en demi-journées et/ou horaires différents d'une semaine sur l'autre avec impossibilité de compenser par d'autres contrats.

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Total
heures facturées	5227	5386	5412	5357	5281	5011	5605	5444	6033	6292	6411	7088	68547
heures réalisées	4905	5244	5195	4821	4312	4898	4632	2857	5815	6213	6459	4707	60058
Nbre d'enfants accueillis	45	46	46	46	44	44	40	45	56	55	56	56	71

Plusieurs contrats ont pris fin en juillet, d'où une augmentation des heures facturées due à une régularisation de fin de contrat par rapport aux congés déduits et non pris. Il en est de même en août et surtout en décembre où les contrats prennent fin pour être renouvelés en janvier. Ceci explique un écart plus important entre les heures facturées et les heures réalisées.

La baisse des heures réalisées en mai, juillet et décembre correspond aux vacances scolaires, en août au service minimum de trois semaines ainsi que les arrêts de contrat en juillet et décembre.

Répartition des jours de présences hebdomadaires

Temps de présence	Nombre d'enfants
5 jours	18
4 jours	14
4 jours et 1/2	2
3 ou 4 jours (1sem/2)	4
3 jours et 1 ou 2 demi-journée	5
3 jours	4
2 jours	1
jours et horaires variables	7
demi-journée	5
mercredi	14
après école (contrat)	5

La difficulté rencontrée en 2018 dans l'établissement des contrats est la présence des enfants en demi-journée et en horaire variables : 7 enfants sont en plannings variables (en jours et horaires), 5 sont présents en demi-journée. Il est difficile de les compléter par d'autres contrats, mais possible d'accueillir des enfants en occasionnel en fonction des demandes.

Concernant les enfants accueillis le mercredi, 14 viennent en journée, 3 en demi-journée. Cet accueil vient en complément de l'accueil chez une assistante maternelle ou de l'école pour les enfants qui ne peuvent pas aller au centre de loisirs. Jusqu'au mois de juillet, le mercredi, un service est également mis en place après l'école pour l'accueil des enfants de moins de 3 ans ne pouvant aller au centre de loisirs, ou en continuité de l'accueil au multi-accueil : deux agents vont en minibus chercher les enfants dans leurs écoles respectives, puis les accompagnent au multi-accueil où ils prennent leur repas et y passent l'après-midi. 6 enfants ont bénéficié de ce service en 2018.

Les départs, les arrivées

Nous avons comptabilisé **27** départs durant l'année 2018 :

- 10 départs à l'école en septembre,
- 2 déménagements : 1 en juillet et 1 en décembre
- 9 arrêts de contrat les mercredis : 2 en mars, 6 en juillet., 1 en décembre
- 6 arrêts de contrat en décembre.

Ces départs ont été compensés par **34** nouveaux contrats signés :

- 8 en janvier
- 1 en février
- 2 en juillet
- 21 en septembre dont 6 nouveaux pour les mercredis
- 2 en novembre dont 1 le mercredi

2) L'accueil occasionnel et temporaire

L'accueil occasionnel

10 places sont ouvertes pour les familles avéennes et non avéennes, sur réservation une semaine à l'avance maximum ou en spontané.

Il existe deux possibilités d'accueil :

- **sur réservation**, au maximum une semaine à l'avance : à l'heure, en matinée, l'après-midi ou en journée. Dans ce cas, deux réservations sont possibles par semaine pour les familles avéennes, dont une seule avec repas. Les familles résidant sur une autre commune ont la possibilité de faire une réservation par semaine, avec ou sans repas.

- **en spontané** : l'accueil se fait alors en fonction des disponibilités immédiates.

Un accueil temporaire est aussi possible le temps d'une formation ou d'un emploi ponctuel, ou le temps de congé de l'assistante maternelle.

Sur ce mode d'accueil, **84 enfants** ont fréquenté le multi accueil en 2018.

Le nombre d'heures facturées est de 10192, dont 9823 en occasionnel et 369 en accueil temporaire.

Le nombre d'heures réalisées est de 9091, dont 8748 en occasionnel et 343 en temporaire.

	janv	fev	mars	avril	mai	juin	juillet	aout	sept	oct	nov	dec	Total
Total Heures facturées	809	1018	1305	1081	859	972	1185	486	550	819	619	489	10192
Total Heures réalisées	700	910	1137	970	737	877	1137	393	519	762	529	420	9091
Nbre d'enfants	33	36	38	39	37	34	38	30	20	24	25	24	

Pendant les vacances scolaires, nous avons la possibilité d'accueillir des enfants scolarisés et des enfants dont l'assistante maternelle est en congé. C'est surtout le cas au mois de juillet. Cela permet de compenser en partie les absences des enfants en accueil régulier. En 2018, nous avons eu peu de demandes dans ce sens surtout pendant les vacances hors été.

Nous accueillons également des enfants de communes environnantes, pour lesquels une seule réservation par semaine est possible.

9 enfants ont été accueillis de diverses communes.

Voici les différentes communes :

Commune	Nombre d'enfants
MONTERBLANC	5
SAINT NOLFF	1
CRUGUEL	1
LOCQUeltas	1
PLOEREN	1

L'accueil en urgence

4 places sont réservées aux accueils d'urgence ou aux familles relevant du RSA.

20 enfants ont été ainsi accueillis en 2018, soit 781 heures facturées et 726 heures réalisées.

Pour répondre au mieux aux besoins en urgence des familles, nous travaillons en étroite collaboration avec le RAM, afin de proposer une solution la mieux adaptée à l'enfant et à la famille.

L'accueil de l'enfant « différent »

Nous n'avons pas accueilli d'enfant « différent » en 2018.

Les formations d'assistantes maternelles et « dépannage »

4 enfants ont été accueillis dans le cadre de la formation de leur assistante maternelle, soit 91 heures d'accueil sur l'année.

D'autre part, 18 enfants ont été accueillis en complément de l'accueil chez l'assistante maternelle : soit lorsqu'elle est en arrêt maladie, soit pendant une période de vacances. Nous essayons au maximum de répondre à ces demandes.

De même, 7 enfants ont été accueillis les mercredis en complément d'un accueil chez l'assistante maternelle

Les heures gratuites

A l'occasion d'une arrivée sur la commune et/ou d'une naissance, un courrier de félicitation est adressé aux intéressés accompagné d'une documentation sur la maison de l'enfance et de 5 heures de découverte du multi-accueil, à utiliser dans l'année qui suit.

Ainsi, 24 familles ont pu en bénéficier dans le cadre d'une naissance et 2 familles nouvellement arrivées sur la commune, soit 130 heures décomptées.

D. LA LISTE D'ATTENTE

La procédure pour l'obtention d'une place au multi-accueil exige une préinscription avec confirmation mensuelle de la demande. Cette première rencontre est assurée par la responsable du RAM : elle informe les familles sur les différentes possibilités de garde de leur enfant et enregistre leur demande.

Une commission se réunit deux fois par an, en mai et en octobre pour l'attribution des places. Elle est composée de l'élus à la petite enfance, le directeur du service petite enfance-enfance jeunesse et la directrice du multi accueil.

Les familles sont informées environ deux mois avant la date fixée, de la possibilité ou non, d'accueil au multi-accueil.

Pour cette année, 62 demandes ont été enregistrées.

Evolution des demandes depuis 2011 :

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
nombre de demandes enregistrées	64	66	59	67	61	51	69	62
réponses négatives	19	28	21	17	29	19	22	16
annulation pour non confirmation	10	14	16	16	26	15	28	23
annulation pour autre raison	5	3	4	5	8	6	5	5
refus place							4	6
réponses positives	21	20	19	28	33	21	28	32
en attente					28	27	30	30

Au moment où nous avons apporté une réponse positive, 6 familles ont souhaité annuler l'accueil : 3 pour le maintien de l'accueil chez une assistante maternelle, 2 pour accueil de l'enfant en structure hospitalière, 1 pour continuité du congé parental jusqu'à la scolarisation et deux reports de dates d'entrée.

Globalement, le délai d'attente pour obtenir une place est de 9 mois à 1 an, selon la date de demande d'accueil. Nous n'avons pas suffisamment de recul par rapport aux 5 places supplémentaires.

Les nouveaux accueils se font essentiellement au mois de janvier et septembre.

E. LES TEMPS FORTS DE L'ANNEE

1) Les événements festifs

Comme chaque année, le spectacle de fin d'année a réuni les enfants et professionnelles du multi-accueil, les assistantes maternelles et les enfants qu'elles accueillent, ainsi que parents et enfants qui se retrouvent au Lieu d'Accueil Enfants Parents.

Le carnaval s'est déroulé sur une semaine au sein du multi-accueil avec des animations quotidiennes : déguisements des enfants et adultes, atelier maquillage, chants...

Au mois de septembre, l'inauguration des nouveaux locaux de la maison de l'enfance s'est déroulée sur une matinée, avec animations et portes ouvertes.

2) Les partenariats

La **CAF** organise une fois par trimestre une journée de formation et d'information à destination des directeurs et directrices de structures petite enfance du Morbihan. C'est un partenaire financier essentiel, qui participe au financement de nos projets, au travers de subventions à l'investissement, de subventions d'aide aux structures en fonction des participations familiales, etc.

La **PMI** : une permanence PMI tenue par une puéricultrice, s'est ouverte en septembre tous les jeudis matin au sein de la maison de l'enfance. Un espace est alors mis à disposition.

Le **RAM** : une étroite collaboration est mise en place ensemble pour répondre au mieux aux besoins des familles. Ce fonctionnement en binôme permet de proposer des solutions adaptées à l'enfant et permettre aux parents de concilier au mieux vie familiale et vie professionnelle.

Un point sur les pré-inscriptions est effectué régulièrement.

3) Au sein de l'équipe

Les travaux de rénovation de l'espace des « Lutins » se sont terminés en décembre, ils ont donc pu réintégrer leurs locaux en janvier pour faire place aux « Fripouilles » dans les locaux du RAM jusqu'au mois de juillet le temps des travaux.

Au mois de septembre, l'ouverture de 5 places supplémentaires s'accompagne d'une nouvelle organisation : les équipes qui ont été mixées et dans chaque espace sont accueillis des enfants de tout âge.

Cette nouvelle organisation a été longuement préparée en équipe. Le thème de la journée pédagogique était en lien avec tous ces changements. Elle a été animée par un intervenant extérieur sur le thème suivant : « s'approprier des outils d'accompagnement au changement dans les EAJE »

Un poste supplémentaire d'auxiliaire de puériculture a été créé dans le cadre des 5 places supplémentaires et également en compensation de la création de 4 postes à temps non complets. Deux agents d'entretien ont la responsabilité de l'hygiène de l'ensemble des locaux de la maison de l'enfance (Ram et Multi accueil)

Les réunions hebdomadaires en groupes restreints et mensuelles avec l'ensemble de l'équipe permettent d'avoir une meilleure cohésion et de réfléchir collectivement sur la mise en place de projets.

Plusieurs professionnelles ont participé à des formations proposées par le CNFPT.

F. PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2019

La consolidation de l'organisation en âge mélangé et l'harmonisation des pratiques professionnelles sont au cœur de nos réflexions. Des analyses de pratique seront mises en place pour l'ensemble de l'équipe, à raison de cinq séances sur l'année.

La participation à la mise en place du projet « Baby sitting » en accueillant et accompagnant les jeunes sur une matinée au multi accueil.

La mise en place de passerelles avant l'été avec l'accueil de loisirs L'Albatros pour familiariser les enfants avec cette nouvelle structure.